JUIN 2018

Perceptions et attitudes des catholiques de France vis-à-vis des migrants.

More in Common

À retenir.

1. L'opinion catholique est moins divisée sur la question migratoire qu'elle est ambivalente. Deux groupes ont des opinions tranchées, soit en faveur de l'accueil (les catholiques multiculturalistes, 21 % de la population catholique) soit contre l'accueil (les catholiques nationalistes, 15 %), mais ils ne sont pas majoritaires. Beaucoup de catholiques ne se reconnaissent pas dans ces deux groupes.

2. Un tiers des pratiquants se sentent en insécurité culturelle. Ils ont le sentiment que l'Islam occupe une place et une influence de plus en plus importante, ce qui suscite en eux de l'inquiétude.

3. Quelles que soient leurs perceptions des migrants, les catholiques donnent : leur engagement n'est pas toujours déterminé par leurs attitudes. Un catholique sur deux a fait un don ou une action en faveur des migrants depuis un an. Une proportion qui reste élevée, même parmi les groupes les plus hostiles à l'accueil de l'étranger.

4. Une majorité se dessine en faveur de l'accueil. 61 % refusent la fermeture totale des frontières et 71 % soutiennent l'intégration par le travail.

5. Les catholiques qui entretiennent une relation apaisée avec leur identité chrétienne sont plus susceptibles d'accueillir des migrants : ceux qui assument le fait de vivre dans une société multiconfessionnelle sont plus hospitaliers, sans que leur foi soit moins vivante.

Avant-Propos.

La montée des crispations, des peurs et des phénomènes de rejet à l'égard des migrants est un fait unanimement constaté dans les sociétés européennes. Elle favorise l'émergence et l'influence grandissante des mouvements prônant le repli sur soi, et, par effet domino, provoque le durcissement des politiques d'immigration et d'asile.

Ce phénomène ne semble pas épargner l'opinion chrétienne. Les mouvements et services de l'Église qui travaillent à l'accueil des migrants en ont tiré la conclusion que le « changement de regard » des catholiques constituait un défi majeur. Pour le relever, un groupe « Migrants » a donc été réuni. Il rassemble le Service national de la Pastorale des Migrants, le Secours Catholique-Caritas France, CCFD-Terre Solidaire et JRS France-Service Jésuite des Réfugiés, à l'initiative du Conseil national pour la solidarité, dépendant de la Conférence des Évêques de France. Il s'est donné pour mission de réfléchir à la meilleure façon de sensibiliser l'opinion et de promouvoir l'engagement des chrétiens auprès des migrants. Initiée à l'été 2017, la démarche s'est déployée en trois étapes.

Une enquête interne a d'abord été conduite, pour analyser et mesurer les effets de toutes les actions déjà mises en place par les mouvements et services associés à la démarche. Entre décembre 2017 et mars 2018, un questionnaire a été diffusé aux équipes de terrain pour les accompagner dans l'évaluation de leurs pratiques et disposer, au niveau national, d'une vision globale. Cette enquête a fait apparaître toute la diversité et la richesse des projets mis en place, qui constituent un acquis sur lequel s'appuyer pour porter plus loin les opérations de sensibilisation.

Pour mieux saisir l'ampleur des réticences à l'accueil parmi les catholiques et pouvoir agir sur elles, une étude d'opinion a été confiée à More in Common et réalisée par l'Ifop. Fondée sur une approche typologique, cette étude regroupe les catholiques en fonction de leurs perceptions, de leurs attitudes et de leur niveau d'engagement vis-à-vis des migrants. La méthodologie suivie permet de déterminer qui toucher en priorité et quels sont les moyens les plus pertinents pour y parvenir. Elle combine un volet quantitatif – un sondage – et un volet qualitatif – des groupes de discussion. More in Common l'a élaborée et éprouvée en menant plusieurs enquêtes sur les perceptions de l'immigration, des réfugiés et de l'identité, en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Italie et aux États-Unis.

Les deux enquêtes, interne et externe, constituent le matériau d'un séminaire de travail national qui rassemble l'ensemble des mouvements et services d'Église impliqués dans l'accueil des migrants, les 24 et 25 mai 2018. Ces deux jours de travail constituent la troisième étape de cette démarche. Les expériences de terrain seront confrontées à l'analyse de l'opinion publique et des outils d'action seront élaborés afin de dessiner une stratégie partagée, dans la complémentarité et la cohérence. C'est dans l'intégralité de cette démarche que ce rapport trouve sa signification.

More in Common est une nouvelle initiative internationale présente en France, qui a pour ambition d'immuniser nos sociétés contre la tentation du repli, en faisant la promotion de ce que nous avons en commun. Elle travaille à la fois à forger un imaginaire partagé résolument optimiste, un nouveau « récit du nous », et à donner l'occasion à des gens de trajectoires différentes de partager des expériences, pour que ce « récit du nous » soit concrètement vécu. Non confessionnelle et non politique, sa stratégie est partenariale.

L'enquête rapportée ici a pu voir le jour grâce au soutien du Secours Catholique-Caritas France, de More in Common et du CCFD-Terre Solidaire.

Les auteurs remercient en particulier Carlos Caetano, Tim Dixon, Stéphane Duclos, Anne-Christelle Febbraro, Jérôme Fourquet, Marie Gariazzo, Laurent Giovannoni, Stephen Hawkins, Míriam Juan-Torres, Mathieu Lefevre, Philippe Lefilleul, Anne-Laure Marchal, Pascale Novelli, Xavier de Palmaert, Anaïz Parfait, Claire Sabah et Marcela Villalobos Cid. Leurs apports, relectures et commentaires ont été précieux.

Introduction.

En appelant à « accueillir, protéger, promouvoir et intégrer » les migrants et les réfugiés, le Pape François a fait de l'hospitalité l'un des enjeux majeurs de son pontificat. En France, les évêques ont relayé cet engagement, lançant une nouvelle fois, à l'occasion de la Journée mondiale du migrant et du réfugié, le 14 janvier 2018, « un appel solennel aux chrétiens et à tous les hommes et les femmes de bonne volonté pour qu'au sein de leur paroisse, d'un collectif, d'un mouvement ou d'une association, ceux qui le peuvent, s'engagent sur l'une ou l'autre de ces priorités. » Depuis le début de ce qu'il est convenu d'appeler « la crise des réfugiés », le Service national de la Pastorale des migrants-Conférence des Évêques de France (CEF), le Secours catholique-Caritas France, le CCFD-Terre Solidaire ou le JRS France - Service Jésuite des Réfugiés ont poursuivi et amplifié leur mission d'accueil d'urgence, d'accompagnement et d'intégration. La mobilisation catholique, qu'elle soit nationale ou paroissiale, demeure forte.

Mais la controverse l'est aussi. L'engagement du Souverain pontife, pourtant fidèle à l'esprit des Écritures et conforme à la doctrine sociale de l'Église, n'est pas reçu sans réticence, quand il ne suscite pas l'hostilité. C'est du moins ce que laisse entrevoir le débat public : entre ceux qui fustigent, tel Laurent Dandrieu, rédacteur en chef culture de l'hebdomadaire Valeurs Actuelles, « cet universalisme-là qui pousse l'amour de l'autre jusqu'au mépris des siens »[1] et ceux qui s'inquiètent, à l'image du journaliste Henri Tincq, de « la nouvelle intransigeance catholique »[2], la question migratoire semble diviser les catholiques. Conscient de l'ampleur de ces interrogations, le Pape François a multiplié les gestes symboliques en faveur de l'hospitalité pour convaincre et mobiliser la communauté chrétienne. En 2013, pour son premier déplacement hors de Rome, il choisissait de se rendre à Lampedusa. En 2016, il rentrait de Lesbos accompagné de réfugiés musulmans pour les accueillir au Vatican. La même année, il lavait les pieds de migrants de toute confession dans un centre d'hébergement à Rome, rappelant que l'accueil revêtait une dimension universelle. Il n'a d'ailleurs pas manqué de récuser « le soi-disant "devoir moral" de conserver l'identité culturelle et religieuse d'origine » du continent européen[3].

L'IDENTITÉ, UN REFUGE PÉRILLEUX.

Ces interrogations qui saisissent la communauté catholique s'inscrivent dans un contexte plus global. Depuis plusieurs années, les enjeux d'identité constituent en effet le courant alternatif du débat public, en France comme en Europe. Les appartenances, religieuses ou politiques, nationales ou culturelles, qu'elles soient revendiquées ou redessinées, sont régulièrement remises sur le métier à tisser. Quand le temps est à l'instabilité, nous cherchons spontanément la sécurité dans ce que nous sommes.

Or les incertitudes ne manquent pas. Les inquiétudes sociales, nées du lent rétablissement de l'économie depuis la crise de 2008 et des bouleversements à l'œuvre dans nos modèles de production, contribuent à fragmenter les sociétés européennes. Les actes terroristes qui ont frappé le continent ajoutent à ces inquiétudes une dimension sécuritaire. Débordés par les réseaux sociaux qui amplifient les entre-soi et renforcent la polarisation du débat public, les médias perdent leur capacité à organiser la conversation nationale. Prises entre les feux de la crainte de l'avenir et de la fatigue du statu quo, les institutions garantes de l'intérêt général voient à leur tour leur légitimité s'affaiblir et la confiance qui leur est conférée s'amenuiser. Un sentiment de perte de sens et de contrôle s'est progressivement imposé dans l'opinion. Il cristallise autour de l'immigration, perçue comme un mouvement massif, et de l'intégration, vécue comme un échec.

Chercher refuge dans ce qu'on est, quand tout ce qu'on a semble s'évanouir, est un mouvement légitime. Mais il n'est pas sans risque, car les récits du « nous » passent souvent par un « eux » : on se retire alors dans l'identité par l'exclusion.

L'enquête sur les attitudes envers les réfugiés, les immigrants et l'identité en France, conduite en 2016 par l'Ifop pour More in Common, avait rendu compte de cette tendance préoccupante. L'immigration concentrait alors les jugements les plus négatifs : seuls 16 % des personnes interrogées évaluaient positivement son impact sur la société. 65 % considéraient que les migrants bénéficiaient des services publics sans contribuer à son financement. La perception des musulmans était elle aussi empreinte de suspicion : 38 % jugeaient l'Islam incompatible avec la République. L'étude brossait le portrait d'un pays en proie au pessimisme et à la défiance envers l'altérité, majoritairement convaincu d'une érosion du contrat social à la française. Elle montrait que ce récit, nourri de longue date par l'extrême-droite, gagnait ainsi en efficacité et en influence. Le clivage entre ouverture et fermeture fut au même au cœur du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017. La victoire d'Emmanuel Macron face à Marine Le Pen n'a pourtant pas épuisé ces questions. C'est désormais envers la politique migratoire du gouvernement que se concentrent les critiques. L'opposition entre ceux qui défendent le principe de l'accueil et ceux qui plaident pour une restriction ne s'est donc pas réduite. Elle a au contraire tendance à s'amplifier.

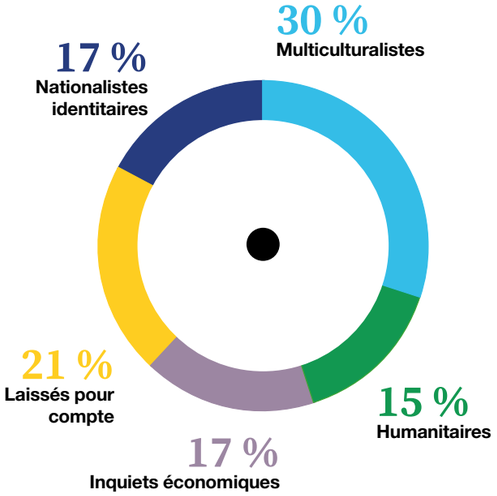
LA POLARISATION MASQUE L'AMBIVALENCE.

Cependant, aussi intense soit-elle, la polarisation du débat public ne recouvre pas l'opinion dans toute sa diversité. Ce qui est majoritaire en France, comme dans d'autres pays d'Europe, ainsi que nous l'avons constaté, c'est l'ambivalence. L'analyse typologique engagée dans notre enquête de 2016 montrait que les partisans de l'ouverture et les partisans de la fermeture représentaient à eux deux moins de la moitié de la population. Sur les cinq segments identifiés, trois autres groupes, constituant 53 % de l'échantillon, exprimaient des opinions partagées quant à l'immigration et à leur identité collective. Les humanitaires (15 %) témoignaient de l'empathie vis-à-vis des migrants tout en étant pessimistes sur l'état de la France. Les inquiets économiques (17 %) considéraient que la France était déjà en déclin et demeuraient convaincus que la croissance se jouerait sans eux et sans leur région. Ils attendaient des réfugiés qu'ils retournent dans leur pays d'origine une fois la crise passée. Quant aux Laissés pour compte (21 %), ils

(1) Cité par Jérôme Fourquet, *À la Droite de Dieu*, Paris, Les Editions du Cerf, 2018, p. 78 - **(2)** Henri Tincq, *La Grande peur des catholiques de France,* Paris, Grasset, 2018, p. 64 - **(3)** Cité par Jérôme Fourquet, *op. cit.*, p. 160

reprochaient à l'État de les avoir abandonnés. Fortement affectés par les transformations économiques en cours, ils exprimaient une demande insistante de protection face au monde. Leur réticence à l'accueil n'était pas motivée en premier lieu par des inquiétudes culturelles : ils affichaient en effet leur préoccupation face à la montée du racisme et des discriminations. Ainsi, d'un groupe à l'autre, et même d'un individu à l'autre, les valeurs et les préoccupations constitutives de l'identité se hiérarchisent différemment.

SEGMENTATION DE L'OPINION FRANÇAISE (2016)



LES CATHOLIQUES DE FRANCE, UNE POPULATION SPÉCIFIQUE ?

Dans ce contexte ecclésial et national, comment se singularisent les catholiques de France ? Rappelons d'abord une première évidence : ils ne vivent pas hors du monde. Leur sentiment d'appartenance au catholicisme est l'une des composantes de leur identité, individuelle et collective. Il vient se combiner à leur identité nationale ou locale, à leurs affinités politiques, aux intérêts de leur catégorie socioprofessionnelle, à leur niveau de revenu, à la génération à laquelle ils appartiennent, à leur expérience vécue. La question est de savoir quelle valeur les catholiques accordent à leur foi parmi les composantes de leur identité, et si la foi joue en faveur d'un « nous » inclusif ou au contraire en faveur d'un « nous » exclusif.

D'un point de vue sociodémographique, ils présentent par ailleurs quelques spécificités. Environ un Français sur deux se déclare aujourd'hui catholique. Mais parmi eux, un quart seulement se dit pratiquant. Ces derniers sont plus âgés que la population globale : 32,7 % des 75 ans et plus revendiquent leur attachement à la pratique, contre 7,2 % des 18-24 ans. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes : 15,3 % d'entre elles se disent pratiquantes, contre 9,9 % des hommes. À mesure que l'on descend dans l'échelle sociale, la pratique décline : 10,1 % des cadres supérieurs se disent pratiquants, 8,4 % des employés, 6,1 % des ouvriers. Contrairement à une idée répandue, la taille de la commune n'est pas significative : la proportion de pratiquants est sensiblement la même dans les petites et les grandes villes. On observe enfin une forte résistance de la pratique religieuse en Ile-de-France[4]. L'affinité partisane des catholiques est également bien documentée : ils sont davantage enclins à voter à droite[5].

Ces caractéristiques socio-démographiques et politiques influencent nécessairement les perceptions et les attitudes des catholiques vis-à-vis des migrants. Mais elles ne suffisent pas à en expliquer la spécificité. Cette enquête s'attache à déterminer quelle vision du monde, quel rapport à l'identité et quel rapport à l'altérité – et en particulier à l'Islam – entretiennent et revendiquent les catholiques, et dans quelle mesure ces prises de positions influent sur leurs attitudes et leurs engagements par rapport aux nouveaux arrivants. Elle montre que derrière le clivage, réel mais partiel, qui agite le monde catholique dans son rapport à l'immigration, l'ambivalence est forte : quels que soient leurs doutes, les fidèles donnent et agissent. Elle souligne aussi combien les paroisses demeurent des points de repère essentiels, quand bien même elles sont moins fréquentées qu'auparavant. Les catholiques doutent du monde et d'eux-mêmes, de leur identité et de leur capacité à nouer un contact durable avec l'altérité, mais ils ne doutent pas du bien-fondé de leur foi, qui reste un moteur de leur manière d'être au monde. C'est sur elle qu'il est possible de capitaliser pour engager des changements d'attitude, et ancrer durablement les catholiques dans l'hospitalité.

MÉTHODOLOGIE.

— Cette enquête a été menée par l'Ifop pour le Secours Catholique-Caritas France, More in Common, CCFD-Terre Solidaire et le Service national de la Pastorale des migrants – Conférence des Évêques de France. La première phase, quantitative, a été réalisée par téléphone, du 11 au 18 décembre 2017, sur un échantillon de 1002 personnes âgées de 18 ans et plus, représentatives de la population catholique française. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les données sur la structure de la population catholique sont issues d'une compilation d'études menées par l'Ifop auprès d'échantillons nationaux représentatifs en 2017 (total de 9 724 interviews).

Afin de mettre au jour la façon dont se combinent opinions et attitudes, une analyse typologique a été conduite. Aux critères socio-démographiques et au degré de pratique religieuse, le sentiment d'appartenance à l'identité catholique a été mesuré. Les personnes interrogées ont dû répondre à des questions portant sur leur perception de la situation de la France, des migrants et des politiques d'accueil et sur les actions qu'ils ont personnellement mises en œuvre. Enfin, il leur a été demandé de réagir à une série de propositions portant sur l'Islam et les musulmans.

Une seconde phase, qualitative, a été conduite entre les 7 et 15 mars 2018. Quatre groupes représentatifs des segments issus de l'enquête quantitative ont été entendus. Les groupes ont été invités à s'exprimer sur leur conception du catholicisme, leur perception des migrants et de la politique d'accueil menée par le gouvernement et les associations, et leur réaction en tant que catholiques à la crise des réfugiés. Messages, articles et vidéos ont également été soumis à la discussion.

Dans l'analyse, il est parfois fait référence à l'étude de More in Common sur « Les Français et leurs perceptions de l'immigration, des réfugiés et de l'identité ». Cette enquête a été réalisée par l'Ifop par questionnaire auto-administré en ligne entre le 20 et le 27 septembre 2016 sur un échantillon représentatif de 2002 personnes. Les questionnaires des deux enquêtes sont similaires. Cependant, dans la mesure où la méthodologie employée diffère, les résultats n'ont été comparés que lorsque les écarts étaient extrêmement significatifs.

(4) L'ensemble de ces données est issue de l'ouvrage de Jérôme Fourquet et Hervé Le Bras, La Religion dévoilée. *Nouvelle géographie du catholicisme,* Fondation Jean-Jaurès, 2014. **(5)** Voir notamment Yann Raison du Cleuziou, *Qui sont les cathos aujourd'hui ?,* Desclée de Brouwer, 2017.

Vue d'ensemble.

Inquiets pour leur identité, interrogatifs sur l'avenir de la France mais modérés sur l'immigration et plutôt bienveillants à l'égard des personnes migrantes : avant d'être repliés, les catholiques sont partagés. Cinq groupes émergent, définis en fonction de leurs attitudes et de leurs valeurs, parmi lesquels les plus fermés sont minoritaires.

SYNTHÈSE.

1. Les catholiques sont majoritaires à considérer que leur situation personnelle est restée stable, mais que celle de la France va plutôt en se dégradant. L'étude conduite par More in Common sur la population globale en 2016 donnait à voir des chiffres relativement similaires. S'il y a eu un « effet Macron » à l'issue des élections présidentielles sur l'électorat catholique, il est sans doute minime. Seul 19 % des personnes interrogées décrivent une France qui va mieux depuis un an.

2. Ils sont partagés sur les effets de la mondialisation et sur la nécessité pour la France de se protéger du reste du monde : 49 % évaluent négativement l'impact de la globalisation sur l'économie du pays et 48 % appellent la France à s'en protéger davantage, dont 20 % tout à fait. L'enjeu n'est pas seulement économique : il est aussi lié à l'identité de la France.

3. Comme l'ensemble des Français, les catholiques se préoccupent de l'identité de leur pays. Mais c'est une question qui les divise. 47 % pensent qu'elle est en train de disparaître, quand 47 % pensent le contraire. Ils ont un avis assez tranché sur la question : seuls 6 % ont choisi l'item refuge « ni d'accord ni pas d'accord ». Ils sont assez favorables à ce que sa composante religieuse soit davantage assumée : 54 % pensent que la France doit revendiquer ses racines chrétiennes, dont 69 % des pratiquants. Cette demande est plus forte parmi ceux qui soutiennent des positions très fermées sur l'Islam et sa compatibilité avec la société française ou sur la capacité des migrants à s'intégrer. Elle traduit, plus largement, les questions que se posent les catholiques sur leur place dans la France d'aujourd'hui.

4. Comme les Français, plus de huit catholiques sur dix sont convaincus que l'immigration a fortement augmenté ces cinq dernières années. 49 % pensent qu'elle a beaucoup augmenté en France et 37 % qu'elle a beaucoup augmenté dans leur région. Cette estimation est corrélée au jugement porté sur l'impact de l'immigration sur le pays et sur les migrants eux-mêmes : plus ce jugement est négatif, plus le sentiment que la France a connu une vague migratoire massive est élevé. L'estimation des flux ne varie ni selon le niveau de diplôme ni selon la fréquence de contact avec les migrants.

5. Les catholiques expriment une relative bienveillance à l'égard des migrants. Une majorité (41 % vs 39 %) soutient ainsi que les migrants font des efforts pour s'intégrer à la société française. **Mais cette bienveillance est plutôt empreinte d'ambivalence :** seuls 22 % des personnes interrogées ont une opinion ferme sur la question (9 % tout à fait d'accord, 13 % pas du tout d'accord). La proportion d'ambivalents est sensiblement la même lorsqu'on les interroge de façon plus prédictive : seuls 8 % des catholiques sont fortement convaincus que la plupart des migrants qui viennent en France réussiront à s'intégrer dans la société et 14 % sont assurément convaincus du contraire.

6. Les catholiques ont compris que les nouveaux arrivants resteraient durablement sur le territoire : ils sont donc préoccupés par leur intégration, notamment par le travail. Là aussi, la bienveillance est plutôt de mise : 66 % d'entre eux considèrent que les migrants exercent souvent des métiers nécessaires mais que les Français ne veulent pas exercer. Ils sont aussi très largement favorables à ce que les niveaux d'éducation et de qualification des migrants soient reconnus en France, et à ce qu'ils soient aidés et encouragés à trouver un emploi approprié. Sur cette question, entre la population globale en 2016 et la population catholique fin 2017, l'écart est de 27 points (71 % contre 44 % s'exprimant à propos des « réfugiés »). On notera en revanche que l'immigration choisie (« accueillir prioritairement les migrants ayant des niveaux d'éducation et de qualification supérieure ») ne recueille l'assentiment que de 28 % des catholiques.

7. Mais lorsqu'il s'agit d'évaluer les conséquences de l'arrivée des migrants sur la vie sociale, les catholiques sont plus interrogatifs. Seul un sur quatre évalue d'ailleurs positivement l'impact de l'immigration sur la France.
Serait-ce parce qu'ils sollicitent trop notre système de protection sociale ? En la matière, les catholiques sont partagés. À la proposition « les migrants sont considérés comme prioritaires par rapport aux Français en matière d'aides, de logement ou d'utilisation des services publics », 45 % répondent qu'ils sont d'accord (dont 23 % tout à fait d'accord) et 43 % qu'ils ne sont pas d'accord (dont 19 % pas d'accord du tout). Le logement est apparu comme la préoccupation la plus récurrente dans l'enquête qualitative.
Leur présence et leurs traditions sont-elles un enrichissement ou une menace pour la société française ? Sur ce point, l'ambivalence est aussi de mise : 40 % pensent que les migrants qui viennent en France aujourd'hui rendent notre pays plus ouvert aux nouvelles idées et cultures, contre 43 % qui pensent le contraire. Seul un catholique sur trois soutient la proposition d'autoriser les migrants qui viennent en France à perpétuer leurs propres traditions : il est attendu des personnes déplacées qu'elles se conforment aux normes collectives. Le retour en grâce de l'assimilation dans l'opinion française est aussi présent chez les catholiques.

8. En matière de politique migratoire, les catholiques se défient des solutions à l'emporte-pièce et ne se satisfont pas de la seule invocation des principes. 61 % d'entre eux sont en désaccord avec la proposition de fermer complètement nos frontières aux migrants car nous ne pouvons pas les accueillir actuellement (31 % pas du tout d'accord et 30 % pas vraiment d'accord). Mais ils sont aussi 58 % à récuser l'argument selon lequel la France a les moyens économiques et financiers d'accueillir des migrants et qu'elle a donc l'obligation de le faire. Ils défendent donc majoritairement des positions modérées sur l'immigration, qu'ils ont d'ailleurs le sentiment de pouvoir exprimer : à cet égard, il est intéressant de noter que les catholiques les plus sensibles à la polarisation du débat public sont ceux qui portent une opinion politique forte en faveur de l'ouverture – les multiculturalistes – ou en faveur de la fermeture – les catholiques nationalistes. 48 % des catholiques ne partagent pas le sentiment de devoir choisir leur camp entre ceux qui sont pour l'accueil et ceux qui s'y opposent.

9. Le Pape contribue à contenir les réticences. L'appel du Pape François recueille l'assentiment de 61 % des catholiques, soit autant que dans les vagues d'enquête précédentes. Interrogés sur les trois dimensions de leur identité – individuelle, entre pairs, par rapport aux autres Français – les catholiques ne témoignent pas, dans leur ensemble, d'une appartenance forte : s'ils sont tout de même 57 % à avoir le sentiment qu'ils partagent un grand nombre de valeurs communes avec les autres catholiques, ils ne sont que 10 % à se sentir différents des autres Français parce qu'ils sont catholiques. La foi tient une place primordiale dans la vie de 41 % d'entre eux. Sur ce point, la différence entre pratiquants et non pratiquants est bien évidemment marquée : 76 % des pratiquants se sentent unis par une communauté de valeurs, 77 % accordent à la foi une place primordiale, 19 % se sentent différents. Leur foi les conduit davantage à se mobiliser en faveur de l'accueil des migrants que les catholiques non pratiquants : ils sont 40 % à l'invoquer en premier pour justifier leur engagement, quand 64 % des non pratiquants invoquent plutôt leur compassion.

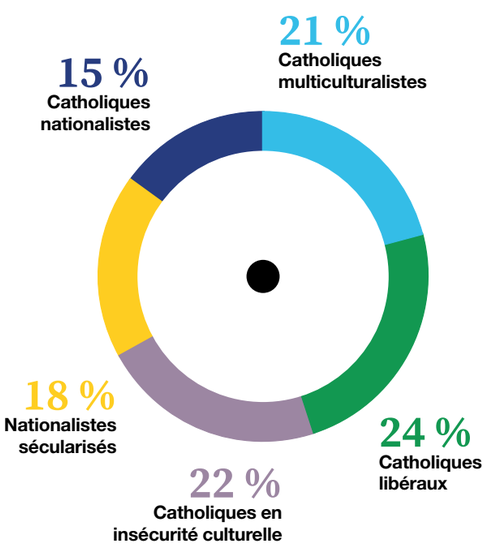
10. Si deux catholiques sur trois estiment que l'influence de l'Islam est de plus en plus importante en France, leur perception des musulmans est nuancée. Seul 24 % d'entre eux jugent l'Islam incompatible avec la société française. Une majorité relative ne se sent pas radicalement différente des musulmans : 47 % estiment qu'ils ont des valeurs similaires à leurs propres valeurs. Un grand nombre de catholiques refuse également d'en faire un motif de rejet ou d'hostilité à l'accueil : 55 % sont en désaccord avec l'affirmation selon laquelle « c'est un problème que la majorité des migrants venant en France soient musulmans ».

11. Les catholiques se sont plus engagés en faveur de l'accueil des migrants que l'ensemble des Français. Près d'un sur deux a fait un don ou une action ces douze derniers mois, contre un Français sur trois en faveur des réfugiés en 2016. 38 % ont fait un don matériel, 14 % un don financier, 11 % ont accueilli un ou plusieurs migrants dans leur paroisse. Les pratiquants se sont davantage mobilisés, ce qui tend à prouver que les réseaux associatifs catholiques et les paroisses continuent de jouer un rôle fondamental dans l'organisation de la solidarité.

Présentation des groupes.

La typologie fait apparaître des spécificités propres à la population catholique. Deux groupes, représentant 45 % de l'échantillon, témoignent d'une forte ouverture à l'altérité, quand deux autres groupes, qui pèsent pour un tiers du panel, manifestent des valeurs plus fermées. Le dernier groupe (22 %) est ambivalent, tiraillé entre sa compassion à l'égard des migrants et sa sensibilité à l'appel du Pape d'une part, et ses craintes vis-à-vis de l'Islam d'autre part.

SEGMENTATION DE L'OPINION CATHOLIQUE



Catholiques multiculturalistes

Plus jeunes
Plus diplômés
Revenus faibles à moyens
Plus d'électeurs de gauche
Un quart de pratiquants
Plus à l'Ouest et en IDF

- Les migrants font des efforts pour s'intégrer.
- Ils enrichissent l'identité de la France : elle ne doit pas s'arquebouter sur ses racines chrétiennes.
- La France a le devoir de les accueillir et de respecter leurs droits.
- Le Pape a raison en appelant à l'accueil.

Catholiques libéraux

Plus jeunes
Plus diplômés et CSP+
Revenus plus élevés
20% de pratiquants
Plus d'électeurs En Marche
Plus en IDF

- La France va dans le bon sens, la mondialisation l'a enrichie.
- La France ne serait pas ce qu'elle est sans immigration.
- Les migrants font des efforts pour s'intégrer, notamment par le travail.
- Même si l'Islam n'est pas un problème, les migrants musulmans doivent se faire discrets.
- L'identité catholique est un héritage humaniste, une affaire d'éducation et de liberté individuelle.

Nationalistes sécularisés

Plus de 35-49 ans
Moins diplômés
Revenus moyens
Non pratiquants
Plus d'électeurs FN

- La situation de la France s'est dégradée : l'impact de la mondialisation sur l'économie du pays est extrêmement négatif.
- L'État fait des migrants sa priorité au détriment des gens comme eux.
- L'Islam n'est pas incompatible avec la société française, mais ils ne veulent pas en entendre parler chez eux.
- L'identité catholique fait partie du paysage de la France, mais elle n'est pas centrale.

Catholiques nationalistes

Plus âgés
Moitié de retraités
Revenus faibles
Un tiers de pratiquants
Plus d'électeurs FN
Moins en IDF

- La situation de la France s'est dégradée : elle doit se protéger du reste du monde.
- La France est submergée d'immigrés : il faut fermer totalement les frontières.
- Il n'y a pas de France sans Chrétienté, mais les Chrétiens sont en voie de disparition.
- Il faut réaffirmer l'identité chrétienne de la France.

Catholiques en insécurité culturelle

Plus de femmes
Plus de 50-75 ans
Revenus moyens
Un tiers de pratiquants
Plus d'électeurs de droite républicaine
Un peu moins dans le Nord Ouest

- L'identité de la France est en train de disparaître.
- La foi tient une place importante.
- L'Islam a une influence de plus en plus forte, mais la plupart des musulmans ont des valeurs similaires aux valeurs des catholiques.
- Il faut être modéré sur l'immigration, et le Pape François n'a pas tort en appelant à l'accueil.

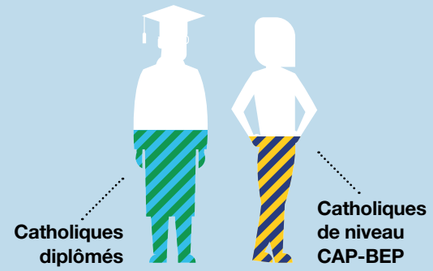
Comment se répartissent les catholiques ?

UN EFFET DE GÉNÉRATION

2/3

des jeunes de moins de 35 ans font partie des catholiques multiculturalistes et des catholiques libéraux. Ils représentent 16% de notre échantillon.

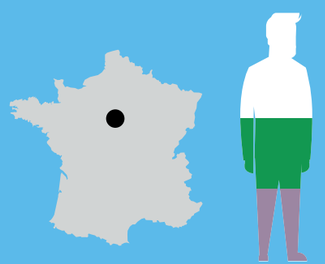
UN EFFET DE DIPLÔME



62 %

des catholiques diplômés du supérieur appartiennent aux deux groupes les plus ouverts. À l'inverse, près d'un catholique sur deux de niveau CAP-BEP appartient aux deux groupes les plus fermés.

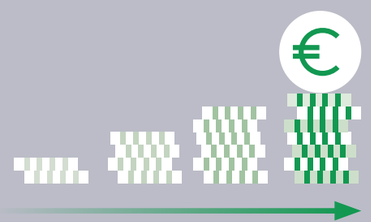
UN EFFET TERRITORIAL



58 %

des catholiques franciliens sont libéraux (29%) ou en insécurité culturelle (29%). Les catholiques du nord-ouest de la France se retrouvent davantage dans les groupes les plus ouverts.

UN EFFET DE REVENU

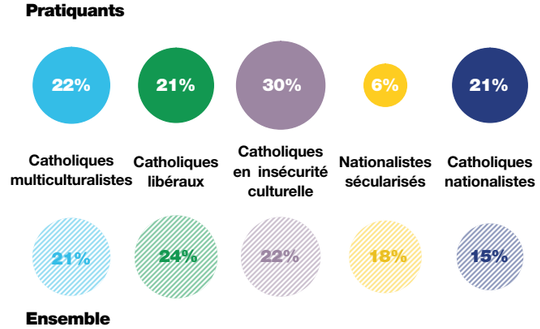


Plus son revenu est élevé, **plus un catholique a tendance à faire partie du groupe des catholiques libéraux.**

Focus 1 : un effet de pratique.

Les catholiques pratiquants, qui représentent 24 % de notre échantillon, sont davantage ambivalents que la population catholique prise dans sa globalité. Le segment des catholiques en insécurité culturelle rassemble 30 % d'entre eux. 21 % font partie du groupe le plus réfractaire à l'accueil des migrants. La proportion de pratiquants appartenant aux « sécularisés » est naturellement plus faible. Mais la proportion d'ouverts n'est pas moins élevée que parmi l'ensemble des catholiques : 43 % appartiennent aux deux groupes les plus favorables à l'hospitalité.

SEGMENTATION DES CATHOLIQUES PRATIQUANTS



Sans surprise, les pratiquants éprouvent un sentiment d'appartenance au catholicisme plus fort que les non-pratiquants. Il façonne leur identité individuelle : 77 % affirment que la foi tient une place primordiale dans leur vie, contre 31 % des non-pratiquants. Ils s'identifient plus volontiers entre pairs : 76 % disent partager un grand nombre de valeurs communes avec les autres catholiques, contre 52 % des non-pratiquants. Cette identité s'intrique avec leur identité française : à la question de savoir si la France doit revendiquer ses racines chrétiennes, il y a vingt points d'écart entre pratiquants et non-pratiquants (69 % vs 49 %). Et seuls 19 % des pratiquants se sentent différents des autres Français parce qu'ils sont catholiques.

Sur leurs attitudes, la force de leur sentiment d'appartenance semble n'avoir un effet qu'à la marge. Ils sont un peu plus bienveillants sur la capacité des migrants à s'intégrer : 40 % pensent qu'ils y parviendront, contre 36 % des non-pratiquants. Ils perçoivent moins positivement les migrants musulmans : 35 % (contre 28 % des non-pratiquants) voient comme un problème le fait que la majorité des migrants arrivant en France soient musulmans : « Ce n'est pas qu'on ait peur des musulmans, mais on a peut-être plus peur des migrants musulmans, de leur origine » (homme, 25-34 ans, pratiquant, catholique en insécurité culturelle). De fait, leur compassion vis-à-vis des Chrétiens d'Orient est plus marquée que dans l'ensemble de la population catholique : 24 % invoquent en premier leur solidarité avec les chrétiens persécutés pour justifier leur action en faveur des personnes déplacées, contre 9 % des non-pratiquants.

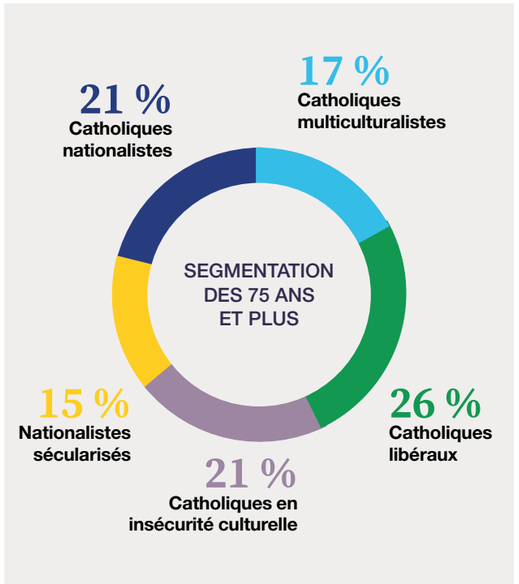
En revanche, leur sentiment d'appartenance à la communauté ecclésiale a un effet manifeste sur leur engagement. Les pratiquants donnent plus : 22 % ont fait un don financier à une association qui vient en aide aux migrants, contre 11 % des non-pratiquants. Ils font plus de bénévolat en faveur des personnes déplacées : c'est le cas de 13 % d'entre eux, contre 6 % des non-pratiquants. Et le fait qu'un quart des pratiquants interrogés déclarent avoir accueilli un ou plusieurs migrants dans leur paroisse montre que l'appel de l'Église a bien été relayé et qu'il s'est traduit en solidarités concrètes. La foi est bien un levier pour l'engagement : 40 % des pratiquants l'invoquent en premier pour justifier leur action en faveur des migrants.

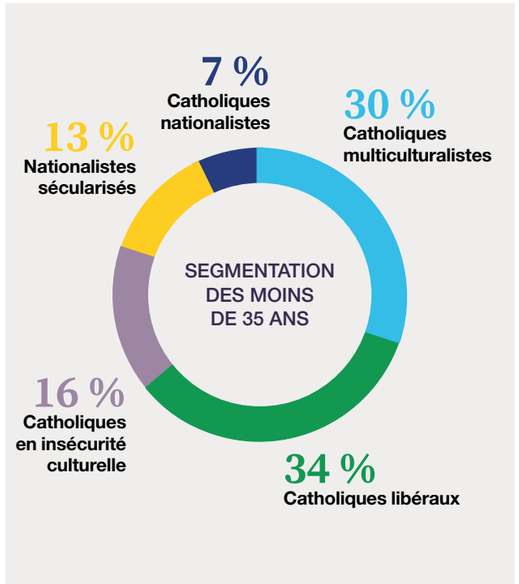
Focus 2 : un effet de génération.

Il a été démontré pour la population globale que le renouvellement générationnel avait un effet sur les attitudes et les valeurs : les cohortes les plus jeunes sont davantage enclines à l'ouverture et leur affiliation politique est structurée par leurs valeurs. Concernant les catholiques, la question mérite néanmoins d'être posée : alors qu'ils ont grandi dans une société sécularisée, les jeunes se déclarant catholiques sont-ils plus disposés à l'hospitalité ou au contraire plus hostiles ? Inversement, qu'en est-il de la génération qui a grandi dans la France d'après-guerre à l'époque où l'Église participait largement à la structuration de la vie sociale ? Sur ce point, la comparaison de deux cohortes de catholiques – celle née avant 1943 et celle née après 1983 –, représentant chacune 16 % de l'échantillon, est riche d'enseignements.

Les catholiques de 75 ans et plus se répartissent presque équitablement dans les cinq segments de notre étude. Ils sont surreprésentés parmi les catholiques nationalistes et parmi les catholiques libéraux ; sous-représentés parmi les catholiques multiculturalistes et les nationalistes sécularisés. Leur répartition est donc un peu différente de la population catholique globale, mais elle est relativement proche.

La répartition des catholiques de moins de 35 ans dans les cinq segments est, en revanche, radicalement différente : 64 % d'entre eux appartiennent aux groupes les plus ouverts. Les plus réfractaires ne pèsent que 7 %. Et l'insécurité culturelle est plus faible dans cette cohorte.





Ce qui semble caractériser les catholiques de moins de 35 ans, c'est qu'ils ont acté qu'ils vivaient dans une société pluriconfessionnelle et qu'ils le vivent bien en majorité : 50 % d'entre eux ne verraient aucun inconvénient à ce qu'une mosquée soit construite à côté de chez eux. Ils considèrent que l'Islam fait partie de la société française : 56 % d'entre eux estiment que la plupart des musulmans ont des valeurs similaires aux leurs. L'effet est encore plus manifeste sur leur ouverture culturelle à l'égard des migrants : 49 % sont d'accord avec le fait qu'ils devraient être autorisés à perpétuer leurs traditions, contre 33 % pour la moyenne des catholiques.

Les plus de 75 ans ne sont pas l'image inversée des plus jeunes. Leur positionnement est plus complexe. Vis-à-vis des migrants, ils témoignent par exemple d'un peu plus de bienveillance que la moyenne des catholiques : 46 % d'entre eux pensent que les migrants font des efforts pour s'intégrer (contre 42 % en moyenne) et 44 % qu'ils parviendront à s'intégrer (contre 37 % en moyenne) : on peut imaginer qu'ils ont vu plusieurs générations d'immigrés s'installer, ont un peu plus conscience de la difficulté que constitue l'intégration, mais savent qu'elle est possible.

Là où l'effet de génération est le plus manifeste, c'est sur le sentiment d'appartenance à l'identité catholique, dans sa dimension individuelle ou collective : sur l'importance de la foi dans leur vie, trente points séparent ces deux cohortes (27 % des moins de 35 ans jugent qu'elle est primordiale contre 57 % des plus de 75 ans). Le même écart est observé quant au fait de savoir si la France doit revendiquer ses racines chrétiennes : 39 % des moins de 35 ans le pensent, contre 69 % des plus de 75 ans.

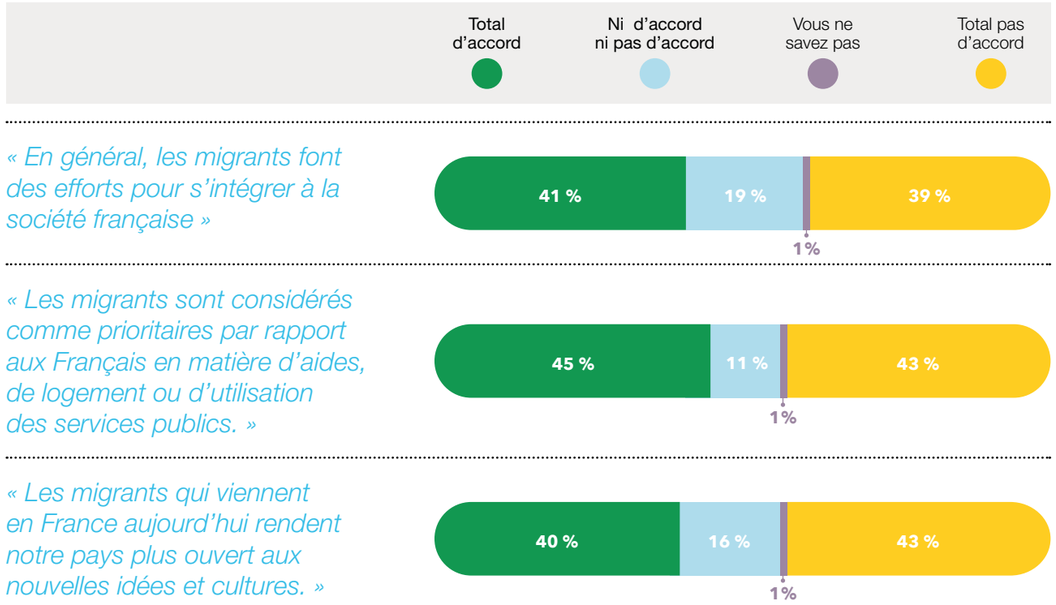
Chez les plus âgés, l'identité joue donc un rôle majeur dans leurs attitudes et dans leur engagement : 27 % des plus de 75 ans qui ont accompli une action en faveur des migrants l'expliquent par leur solidarité avec les chrétiens persécutés, contre 6 % des moins de 35 ans. Ils donnent plus financièrement que la moyenne (22 % contre 14 %). À l'inverse, les plus jeunes invoquent davantage leur humanisme et leur compassion pour justifier leur engagement, qui se noue davantage en dehors de l'institution. Pour autant, le Pape reste une voix forte dont ils partagent l'engagement : 72 % sont d'accord avec son appel à « accueillir, protéger, promouvoir, intégrer » les migrants et les réfugiés. Ce lien est moins institutionnel qu'affinitaire.

Une opinion catholique fracturée par la question migratoire ?

L'opinion catholique ne s'accorderait-elle que sur l'ampleur des flux ? Sur les principaux enjeux de l'accueil, elle apparaît très divisée.
Leur positionnement politique explique en partie cette division : l'immigration est un enjeu qui réveille, au moins partiellement, le clivage gauche-droite.

Pour une écrasante majorité de catholiques, la France fait face à des arrivées massives. 87 % considèrent que le nombre de migrants vivant en France a augmenté depuis cinq ans. Ce sentiment tend à s'amoindrir lorsqu'on les interroge sur le nombre de migrants vivant dans leur région : 65 % l'évaluent à la hausse, soit 22 points de moins. En cela, ils ne diffèrent pas fondamentalement de l'ensemble des Français interrogés en 2016 : 85 % pensaient alors que le nombre d'immigrants avait augmenté et 67 % que c'était également le cas près de chez eux.
On retrouve ainsi chez les catholiques ce décalage entre la réalité des flux et leur perception déjà observé dans la population globale : alors que l'INSEE donne à voir un nombre d'arrivées relativement stable depuis plusieurs années, et un solde migratoire quasiment identique depuis 1975, le traitement médiatique de la question et son omniprésence dans le débat politique créent un sentiment de submersion, parfois décrit comme « l'effet Calais ».

Ce constat partagé, la tension observée dans le débat public autour de la question migratoire se retrouve dans l'opinion catholique. La conversation nationale est aujourd'hui structurée autour de trois enjeux : l'intégration, la politique d'accueil et l'identité. Ces enjeux sont discutés sous la forme d'opinions polarisantes : « les migrants font des efforts pour s'intégrer », « ils sont prioritaires dans l'accès aux aides », « ils sont un enrichissement ou une menace pour notre identité. » Ce sont ces opinions que nous



avons soumises aux personnes interrogées. Un premier constat s'impose : les catholiques n'échappent pas au clivage dominant.

La première proposition - « en général, les migrants font des efforts pour s'intégrer à la société française » - est révélatrice de la façon dont l'intégration est aujourd'hui débattue en France. Un glissement s'est opéré à ce sujet depuis une décennie. L'enjeu n'est plus de savoir si les nouveaux arrivants parviennent à s'intégrer ou non : l'écrasante majorité de l'opinion est désormais persuadée qu'ils n'y parviennent pas. La question est de savoir qui en est responsable : est-ce la société, qui ne fait pas - ou plus - ce qui est nécessaire ? Ou est-ce le migrant lui-même ? La réponse à cette question détermine la nature des politiques mises en œuvre pour répondre au problème. Ici se joue le clivage, qui oppose la bienveillance de principe à la défiance de principe. Même si on observe une légère prime à la bienveillance, les 80 % de catholiques qui se prononcent sur cette question sont bien divisés en deux camps.

La seconde – « les migrants sont considérés comme prioritaires par rapport aux Français en matière d'aides, de logement ou d'utilisation des services publics » – est relative aux efforts déployés par la société en faveur de l'accueil : la France en fait-elle trop ou pas assez ? Il importe de la situer dans son contexte : depuis la crise de 2008, le niveau de dépense publique et la soutenabilité de la dette suscitent des inquiétudes. Les pouvoirs publics justifient régulièrement les politiques conduites en invoquant la nécessité de « faire des efforts », de « réduire la voilure » dans une France qui aurait vécu au-dessus de ses moyens. Pour l'opinion, il s'agit donc de déterminer si les politiques d'hospitalité sont conduites ou non au détriment de la population d'accueil. Cette question charrie à la fois des considérations politiques, économiques et sociales. Pour les catholiques, elle est visiblement encore plus polarisante que la précédente, puisque 12 % seulement choisissent de ne pas prendre position.

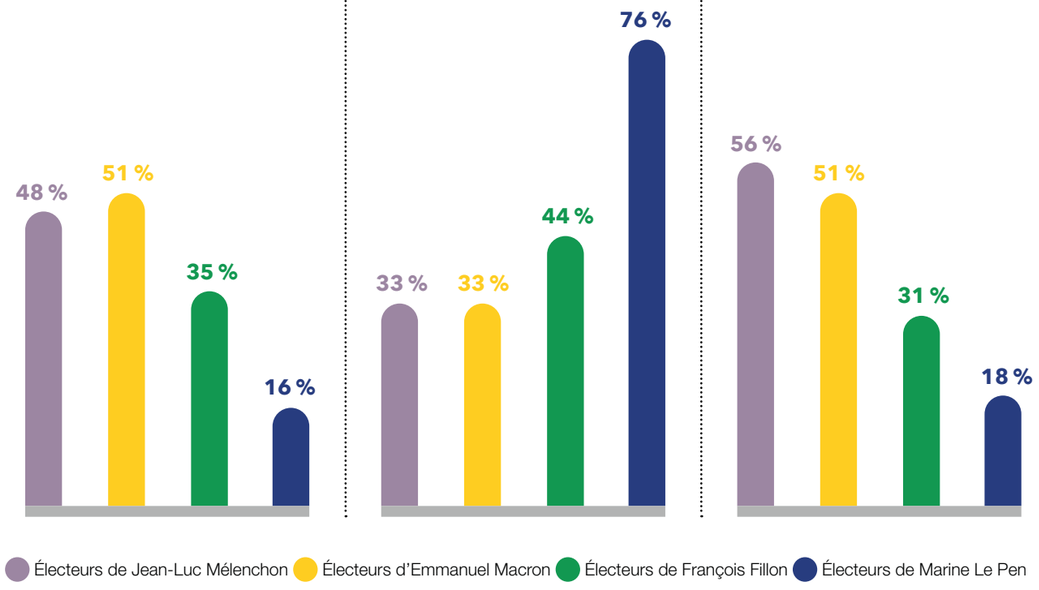
Les réponses des catholiques à la troisième proposition – les nouveaux arrivants consti-

tuent-ils un apport ou au contraire une menace pour l'identité de la France ? – montrent combien l'enjeu de l'hospitalité a progressivement glissé de ce qu'on a vers ce qu'on est. La question culturelle, autrefois marginale, est désormais centrale. La réponse donnée par les catholiques est en partie corrélée à leur perception de l'Islam : plus la deuxième religion de France suscite l'hostilité ou l'inquiétude, moins on est enclin à voir les migrants comme un enrichissement. Ainsi, 56 % de ceux qui sont convaincus que l'Islam est incompatible avec la société française et 59 % de ceux qui sont tout à fait d'accord avec la proposition selon laquelle « l'influence de l'Islam est de plus en plus importante en France » ne croient pas que les migrants rendent notre pays plus ouvert aux nouvelles cultures. À l'inverse, les catholiques les plus disposés à voir une mosquée bâtie à côté de chez eux sont bien plus convaincus que les migrants enrichissent la culture française.

« En général, les migrants font des efforts pour s'intégrer à la société française. »

« Les migrants sont considérés comme prioritaires par rapport aux Français en matière d'aides, de logement ou d'utilisation des services publics. »

« Les migrants qui viennent en France aujourd'hui rendent notre pays plus ouvert aux nouvelles idées et cultures.



De cette analyse, on peut tirer une première conclusion : ce que l'on appelle « l'effet de cadrage » fonctionne à plein. La façon dont les problèmes sont posés dans le débat public détermine largement les positionnements des catholiques. La question est de savoir qui fixe le cadre. Des éléments de réponse apparaissent lorsqu'on croise les positionnements avec les affinités partisanes.

Auprès des électeurs catholiques de Marine Le Pen, la réponse apparaît comme une évidence : les prises de position de la présidente du Front national fournissent le cadre sur les migrants. Le triptyque défiance/concurrence sociale/menace identitaire est au cœur du discours du Front national. L'enquête qualitative le confirme : lorsqu'on les interroge sur la voix en qui « ils ont confiance pour prendre la parole sur le sujet », c'est à Marine Le Pen seule que ses électeurs font spontanément référence. La politique du gouvernement ne remet pas en cause cette influence. Au mieux elle est méconnue des électeurs du FN, au pire elle est jugée inexistante : « il n'y a pas de politique migratoire » (Femme, 35-49 ans, électrice de Marine Le Pen).

Les électeurs catholiques de Jean-Luc Mélenchon et d'Emmanuel Macron semblent, pour leur part, partager des opinions similaires sur les migrants. C'est à la droite du Président de la République que se trouve la césure politique. Les réactions des électeurs d'Emmanuel Macron à la politique migratoire conduite par son gouvernement montrent d'ailleurs que cet enjeu réactive le clivage gauche-droite. Si certains préfèrent opter pour la prudence (« c'est un peu frais ») la majorité de ses électeurs entendus en groupe de discussion qualifient très négativement sa politique : elle est décrite comme « désorganisée », « pas humaniste », « pas à la hauteur ». Sur la question migratoire, la recomposition politique ne semble donc avoir qu'un effet partiel, du moins chez les catholiques.

« Entre ce que Macron disait et ce qu'il fait, c'est très clair : il avait un message d'accueil. Il s'est rigidifié. »

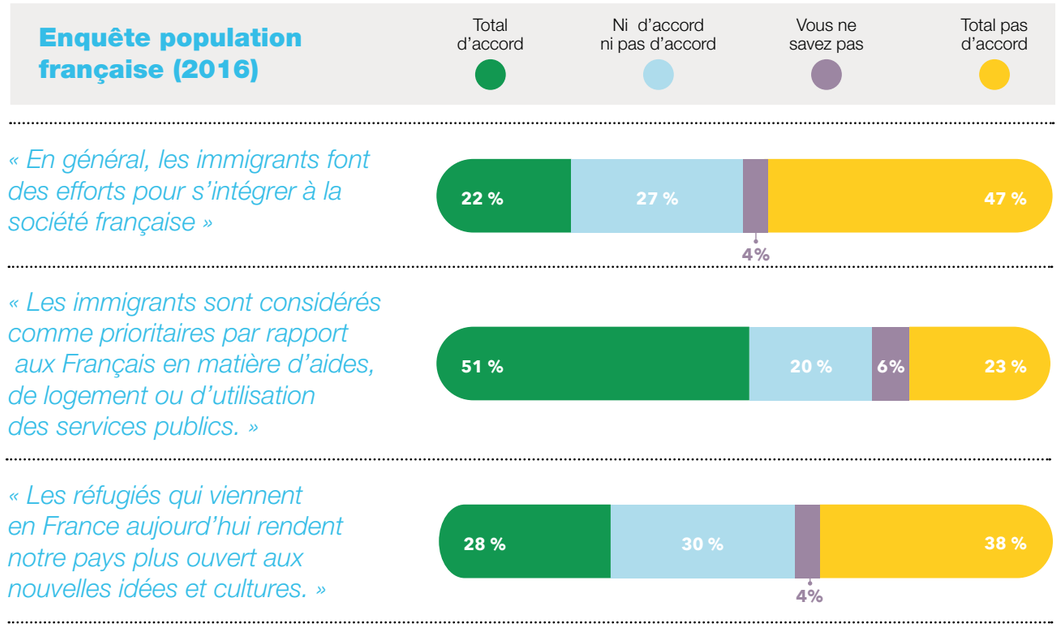
(HOMME, 50-64 ANS, ÉLECTEUR D'EMMANUEL MACRON)

Qu'en est-il des électeurs de François Fillon ? La question est d'autant plus importante que l'on sait les catholiques davantage enclins à voter à droite. L'étude tend à montrer qu'ils se situent à mi-chemin entre le pôle d'extrême-droite et le pôle que constituent le centre et la gauche. C'est sur la question identitaire – celle de l'ouverture à d'autres cultures – que l'écart est le plus net avec l'électorat d'Emmanuel Macron et celui de Jean-Luc Mélenchon.

LES CATHOLIQUES, DES FRANÇAIS COMME LES AUTRES ?

À partir du moment où les positionnements des catholiques sont déterminés par le clivage politique, on peut s'interroger sur ce qui distingue fondamentalement les catholiques de la population globale. La question est d'autant plus légitime que les Français se déclarant catholiques représentent 53 % de la population et que notre étude ne montre pas de réelle différence, sur ces trois enjeux, entre pratiquants et non pratiquants : les premiers témoignent simplement d'un peu plus de bienveillance à l'égard des migrants que les seconds.

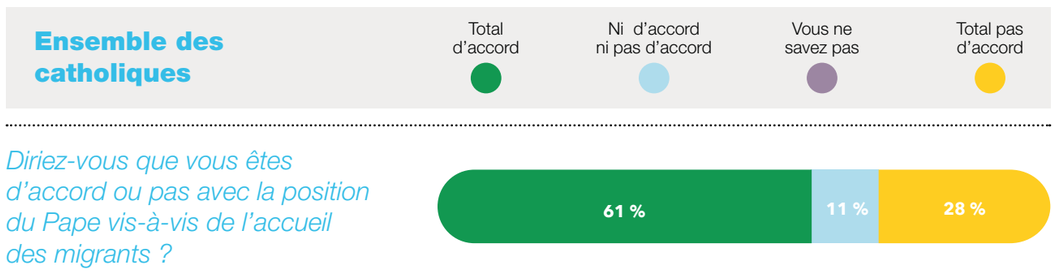
Moyennant les réserves méthodologiques exprimées précédemment, la comparaison entre cette enquête et celle que nous avons



conduite sur la population globale en 2016 fait apparaître des nuances importantes.

D'une part, l'opinion catholique apparaît plus polarisée que l'opinion globale : l'ensemble des Français interrogés ont davantage tendance à opter pour la réponse « ni d'accord ni pas d'accord » que les catholiques. À la question des efforts fournis par les migrants pour s'intégrer, 27 % des Français se disent « ni d'accord ni pas d'accord » contre 19 % des catholiques. 20 % des Français ne prennent pas position sur la question de l'impact des nouveaux arrivants sur l'accès aux aides sociales contre 11 % des catholiques. Et 30 % des Français ne s'expriment pas sur l'impact culturel, contre 16 % seulement des catholiques. Ce qui tend à prouver qu'ils se sentent davantage concernés par la question migratoire que la population globale.

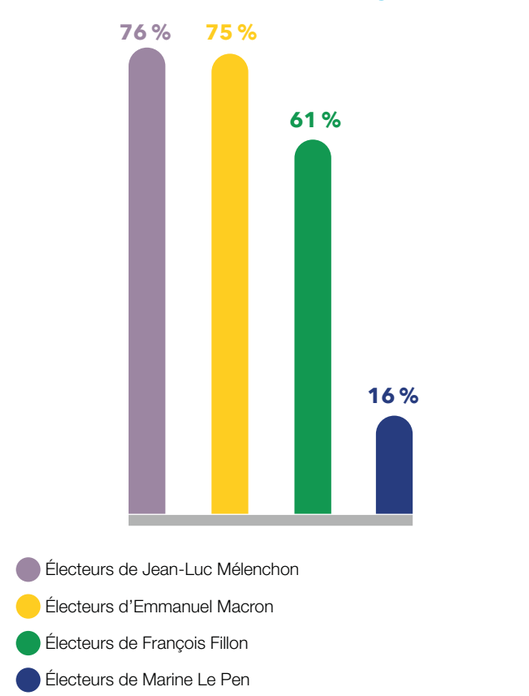
D'autre part, les catholiques semblent éprouver davantage de bienveillance à l'égard des migrants que les Français dans leur ensemble : l'idée que les migrants font preuve de volonté pour s'intégrer est soutenue par 41 % des catholiques contre 22 % dans la population globale. L'écart, de 19 points, est suffisamment significatif pour être souligné. Comment expliquer ces différences ? Un autre émetteur contribue à cadrer l'opinion des catholiques : il s'agit du Pape François.



Étant donné l'intensité du clivage parmi les catholiques, le degré d'adhésion dont le Pape François fait l'objet mérite d'être souligné : 61 % se déclare d'accord avec son appel à « accueillir, protéger, promouvoir, intégrer les migrants et les réfugiés », dont 25 % tout à fait d'accord et 36 % plutôt d'accord.

En classant l'adhésion des catholiques à l'appel du Pape François par affinité partisane, on voit en particulier où se jouent les écarts. Parmi les électeurs de Jean-Luc Mélenchon et d'Emmanuel Macron, le degré d'adhésion est clair : sans prendre trop de risques, on peut même dire que le Pape François prêche des convaincus. L'hostilité des électeurs d'extrême-droite est aussi apparente : seuls 16 % se disent en accord avec le Souverain pontife. C'est sur l'électorat de François Fillon au premier tour des élections présidentielles que l'effet est le plus intéressant : 61 % adhèrent à l'appel du Pape François – 17 % tout à fait d'accord et 44 % plutôt d'accord. Cela laisse sous-entendre que c'est parmi les catholiques conservateurs que joue l'« effet Pape » : à défaut de les convaincre, ou d'être l'unique prescripteur, il contribue à cadrer en partie leur positionnement, et à les arrimer du côté de l'hospitalité. L'engagement de l'Église en faveur de l'accueil contribue donc d'une part à limiter le nombre d'indécis et d'autre part à contenir la proportion de catholiques hostiles à l'accueil.

Si l'on s'en tient à la surface, la question migratoire divise donc fortement les catholiques – et même plus que les Français : sans doute se sentent-il davantage invités à prendre position que la population globale, du fait de l'engagement de l'Église en faveur de l'hospitalité. Sans doute le clivage apparaît-il davantage – c'est un paradoxe – parce que la proportion de catholiques soutenant l'accueil des migrants est plus élevée que dans la population globale. Ce qui tend à prouver que ce clivage est construit, et qu'il ne reflète pas la complexité de l'opinion catholique. C'est bien ce que permet de voir l'approche par groupes, établie partir d'une série de questions portant sur l'identité, le rapport aux musulmans, le positionnement politique, le rapport aux migrants et à la situation économique.



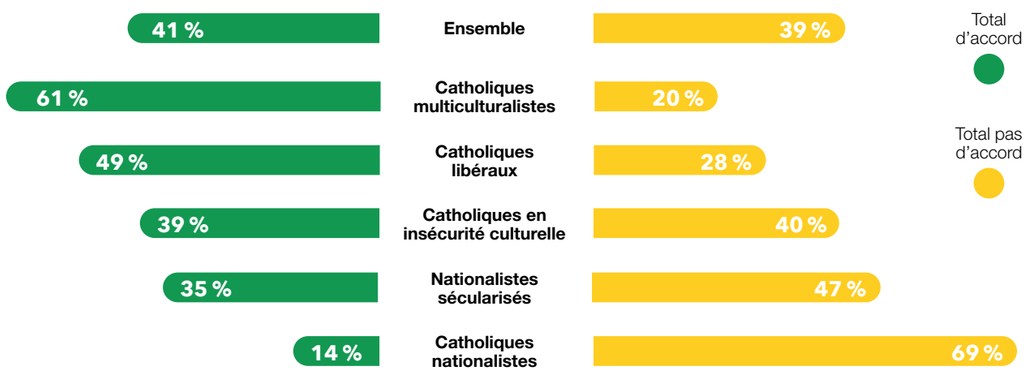
Vue de détail, l'ambivalence domine.

L'approche typologique et l'enquête qualitative montrent que l'opinion catholique à l'égard des migrants est bien plus nuancée que ne le laisse entrevoir le clivage perceptible au premier abord. Derrière les affinités politiques et les cadrages médiatiques, les attitudes se forgent différemment. Sur les trois enjeux clés de l'hospitalité, les groupes ont des positions qui leur sont propres.

SUR LES EFFORTS DES MIGRANTS POUR S'INTÉGRER : POLARISATION OU AMBIVALENCE ?

Si la bienveillance vis-à-vis des migrants est élevée parmi les catholiques multiculturalistes et très faible parmi les catholiques nationalistes, les trois autres groupes témoignent davantage d'une forme d'ambivalence.

« En général, les migrants font des efforts pour s'intégrer à la société française »



Chez les catholiques libéraux, la bienveillance domine. Elle s'enracine dans une certaine conception de la nature humaine : valorisation de l'effort individuel, promotion de la capacité à prendre en main sa propre vie. Les migrants en feraient la démonstration : « ce sont des gens qui veulent travailler » ; « en Angleterre, ils trouvent tous du travail » (homme, 25-34 ans). Leur « courage » est salué. La bienveillance dont témoigne ce groupe s'inscrit dans une perspective plus large et notamment dans l'histoire du pays : « la France ne serait pas la France s'il n'y avait pas d'immigration » (Homme, 50-64 ans).
Mais cette bienveillance est teintée d'inquiétude. Elle est liée à la façon dont la société française leur paraît se défier des migrants. Un échec de l'intégration des nouveaux arrivants constituerait un risque fort pour la cohésion nationale : « s'ils ne s'intègrent pas, c'est une bombe à retardement. » (Homme, 25-34 ans).
À leurs yeux, ce risque peut être conjuré si les parcours d'intégration réussis sont mis en valeur, et si les migrants mettent en sourdine leurs différences culturelles.

« On attend des migrants qu'ils soient modestes, qu'ils ne réclament pas des droits. »
(HOMME, 35-49 ANS, CATHOLIQUE LIBÉRAL)

Parmi les nationalistes sécularisés, c'est au contraire la défiance qui domine. Sur ce point, ils sont proches des catholiques nationalistes. Leur hostilité s'exprime à travers une forme de déshumanisation des migrants : les deux groupes évoquent la « lâcheté » de ceux qui fuient la guerre ou la misère et empruntent également au registre de l'animalité pour les qualifier :

« Les migrants, c'est comme les oiseaux : ils viennent ici, et dès qu'ils ont eu ce qu'ils veulent, ils repartent. »
(HOMME, 35-49 ANS, NATIONALISTE SÉCULARISÉ)

Nationalistes sécularisés et catholiques nationalistes évoquent conjointement « la saleté » des campements de migrants ou l'état des lieux d'hébergement mis à leur disposition comme une preuve qu'ils ne s'intègrent pas – là où les catholiques libéraux parlent davantage de problèmes « d'hygiène », liés à une prise en charge insuffisante des pouvoirs publics.

Les nationalistes sécularisés se distinguent cependant par la façon dont ils s'expliquent cette absence d'effort parmi les migrants. S'ils ne s'intègrent pas, c'est parce qu'ils n'en ont pas besoin : on les suppose uniquement de passage (« c'est la transhumance » : Homme, 35-49 ans, nationaliste sécularisé) et formant un groupe soudé et solidaire. Cette cohésion qui leur est attribuée est à la fois critiquée et enviée, par opposition à leur propre solitude.

« On s'aiderait sans doute si on vivait dans un pays étranger. C'est normal. »
(FEMME, 35-49 ANS, NATIONALISTE SÉCULARISÉE)

C'est avec la distinction que vient l'ambivalence : « il y a migrants et migrants ». Les

nationalistes sécularisés expriment plus volontiers de la bienveillance à l'égard des réfugiés, en particulier à l'égard des familles et des mineurs isolés, quand les hommes seuls suscitent une franche hostilité.

« On ne veut pas les accueillir, mais on ne peut pas rester insensibles. »
(FEMME, 35-49 ANS, NATIONALISTE SÉCULARISÉE)

Ils font également la différence entre les migrants et les immigrés, suggérant par là que ce sont les nouveaux flux avant même les questions d'intégration qui les préoccupent.

« Les immigrés, ils ne dérangent pas. Ils ont travaillé, ils sont allés à l'école en France. »
(HOMME, 35-49 ANS, NATIONALISTE SÉCULARISÉ)

Parmi les catholiques en insécurité culturelle, ce n'est ni la bienveillance ni la défiance qui dominent, mais l'ambivalence elle-même. Les mots qu'ils utilisent pour qualifier la situation des migrants sont radicalement différents des autres groupes. Là où les libéraux insistent sur la « détresse », la « souffrance », la « pauvreté » des nouveaux arrivants, là où les sécularisés parlent « d'envahisseurs » et de « profiteurs », ce dernier groupe mentionne plus spontanément la « complexité » de l'enjeu. Les migrants sont décrits à la fois comme « nombreux », « abondants » et leur situation comme « préoccupante », « précaire » ou « catastrophique ». Ce dilemme se retrouve dans leur façon d'appréhender l'intégration, qui s'exprime sous la forme interrogative :

« Qu'est-ce qu'ils attendent ? D'être assisté ou de s'en sortir ? »
(FEMME, 50-64 ANS)

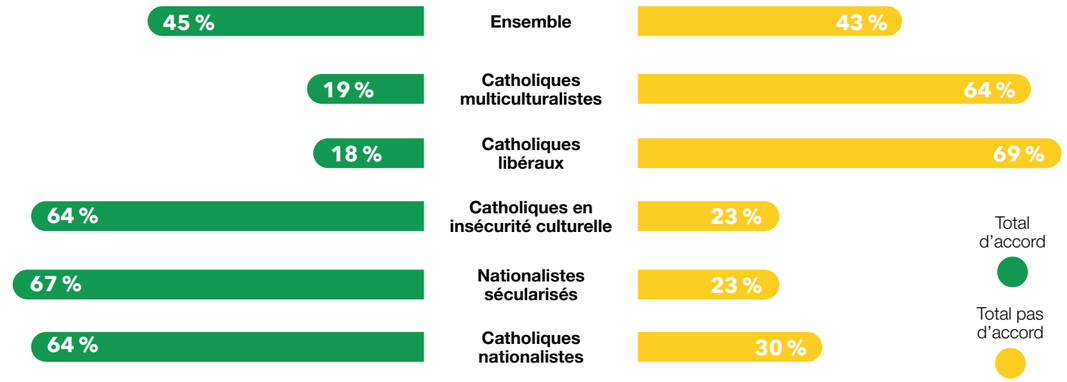
La façon dont ils abordent ce défi relève également d'un conflit entre une éthique de conviction et une éthique de responsabilité :

« C'est compliqué pour eux, mais aussi pour nous. Ça peut mener à de grands déséquilibres. »
(FEMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE EN INSÉCURITÉ CULTURELLE)

La bienveillance peut aussi s'exprimer sous la forme d'une affinité fraternelle mise en perspective avec les liens de sang :

« Certains d'entre eux pourraient être nos amis, alors que dans notre famille, on peut avoir une distance. »
(FEMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE EN INSÉCURITÉ CULTURELLE)

« Les migrants sont considérés comme prioritaires par rapport aux Français en matière d'aides, de logement ou d'utilisation des services publics. »



SUR LES AIDES SOCIALES : UNE POLARISATION FORTE, QUI MASQUE DES ATTENTES DIFFÉRENTES ?

Là où l'effort d'intégration appelait l'ambivalence, la priorité supposément accordée aux migrants suscite des réactions extrêmement tranchées.

Les catholiques multiculturalistes et les catholiques libéraux rejettent massivement cette affirmation. Leur réponse relève du constat : le nombre de migrants dans la rue tendrait à prouver qu'ils ne sont pas prioritaires.

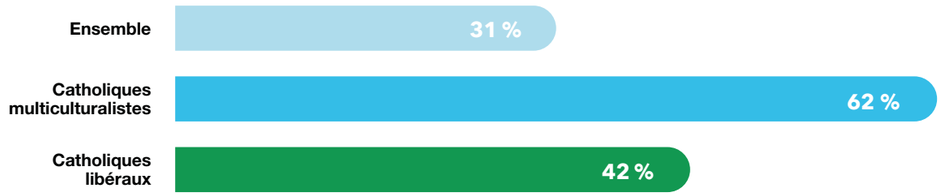
« On est tous touchés [par ces gens dans la rue, porte de la Chapelle]. On se dit : est-ce que c'est la France ? »
(FEMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE LIBÉRALE)

Leur réponse relève également d'une position de principe : ils se refusent sans doute à en faire un enjeu dans la mesure où il s'agit d'un argument très mobilisé, dans le débat public, par les opposants à l'accueil. Ils concèdent que la priorité donnée aux migrants pour l'accès au logement – « si elle est avérée » – est problématique. Conscients des limites de leur position, qu'on pourrait leur reprocher, eu égard à leur situation personnelle, ils soutiennent l'universalité de l'accueil :

« C'est facile d'avoir un esprit de tolérance quand on va bien et c'est plus difficile quand on galère. Il faut qu'il y ait les mêmes règles pour tout le monde. »
(HOMME, 35-49 ANS, CATHOLIQUE LIBÉRAL)

Pour justifier leur solidarité, les libéraux expriment plus spontanément leur compassion. Il n'y a que parmi les multiculturalistes que l'argument du devoir est puis-

« La France a les moyens économiques et financiers d'accueillir des migrants, et elle a donc l'obligation de le faire. »



sant : 62 % d'entre eux sont d'accord avec la proposition selon laquelle « La France a les moyens économiques et financiers d'accueillir des migrants, et elle a donc l'obligation de le faire » quand les libéraux ne sont que 42 % à l'approuver. Les premiers semblent donc plus enclins que les seconds à exiger des pouvoirs publics qu'ils se mobilisent.

Les trois autres groupes font de la question de l'impact social des mouvements migratoires un enjeu majeur. Pour autant, l'importance qui lui est accordé diffère.

Si les catholiques en insécurité culturelle expriment également de la compassion face à des situations d'urgence qui justifieraient un accès prioritaire aux aides sociales, ils s'interrogent sur la capacité du système à répondre à tant de sollicitations. Parmi eux, certains se demandent si la société est en mesure de supporter un modèle à deux vitesses où les personnes en difficulté sont en concurrence :

« Cette situation-là finit par monter les gens les uns contre les autres. »

(FEMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE EN INSÉCURITÉ CULTURELLE)

Leurs doutes à l'égard des efforts déployés par les migrants pour s'intégrer se retrouvent également à propos de leurs besoins réels d'assistance. Le bon usage des aides – ici ou dans leur pays d'origine, via l'aide au développement – est également interrogé.

Pour les nationalistes sécularisés, la question sociale est le cœur du problème. Ils reprochent aux pouvoirs publics de hiérarchiser les misères, au détriment des Français les plus pauvres.

« Ils ont jeté dehors des SDF Français pour que les migrants soient au chaud. »

(HOMME, 35-49 ANS, NATIONALISTE SÉCULARISÉ)

Or, ils ne jugent pas cette hiérarchisation justifiée, d'un point de vue politique comme d'un point de vue éthique. D'un point de vue politique, l'aide apportée aux migrants crée à leurs yeux un « appel d'air » au détriment des autres : « La France, c'est un Eldorado. Ils profitent du système » (Femme, 35-49 ans), alors que « les migrants, on n'en a plus les moyens » (Femme, 35-49 ans).

Certains s'interrogent sur le fait que « ça leur coûte de l'argent » alors même que certaines personnes déplacées montreraient des signes extérieurs de richesse **:**

« Ils ont de plus belles affaires que nous, des belles voitures et ils ont des aides. »

(FEMME, 25-34 ANS, NATIONALISTE SÉCULARISÉE)

D'un point de vue éthique, ils estiment que les migrants ne méritent pas la considération qui leur est accordée, parce qu'ils ne respectent ni les normes sociales, ni les valeurs qui justifient à leurs yeux qu'on soit aidé. Parmi les personnes que nous avons entendues en groupe de discussion, certaines ont bénéficié de l'aide alimentaire proposée par des associations caritatives. Elles évoquaient leur attachement à verser, même a minima, une contribution financière. Elles décrivaient cette contribution comme un geste de dignité et de respect de soi : « même si on n'a pas d'argent, on se sent considéré. » (Homme, 35-49 ans). Le fait que les personnes déplacées aient accès à des aides sans payer leur apparaît comme un mauvais « signal » banalisant ou favorisant des comportements jugés inadéquats.

« Quémander, pour les migrants il y a pas de honte, c'est un dû. »

(HOMME, 35-49 ANS, NATIONALISTE SÉCULARISÉ)

Cette question relève donc autant de l'enjeu matériel que de l'enjeu symbolique, et notamment d'une attente de reconnaissance des difficultés et des efforts engagés pour s'en sortir. L'hostilité à l'égard des migrants dont témoigne ce groupe est à la mesure du manque de considération dont ils se disent l'objet de la part de l'État et de l'ensemble de la société. Elle va donc de pair avec une sensation d'isolement. Dans cette perspective, l'identité nationale est la seule chose qui les raccroche encore au collectif. La « préférence nationale », défendue depuis plus de trente ans par le Front National, trouve parmi eux un écho favorable.

« C'est à ce se demander qui sont les racistes, si c'est eux ou si c'est nous : ils viennent et ils ont tout ce qu'ils veulent, alors que nous on n'a rien. »

(FEMME, 35-49 ANS, NATIONALISTE SÉCULARISÉE)

Si les catholiques nationalistes mobilisent des arguments voisins, ils sont de moindre intensité, davantage opportunistes, et employés à des fins politiques : l'aide aux migrants serait surtout mise en œuvre à des fins électoralistes. Cette priorité donnée aux migrants dans l'accès aux aides sociales est ainsi décrite comme une extension du domaine de « l'assistanat » vers autant de potentiels nouveaux électeurs issus des minorités, à leurs yeux favorables à la gauche.

(6) L'évocation des signes extérieurs de richesse, revenue à plusieurs reprises sous la forme d'anecdotes et de propos rapportés, révèle aussi une confusion entre migrants et gens du voyage. « Migrant » apparaît ainsi comme une catégorie extensible qui vient qualifier tous les mouvements de population.

Focus :
l'action des associations, objet de clivage.

Sans surprise, sur le rôle des associations, les réactions de nos différents groupes se révèlent très contrastées. Les catholiques libéraux valorisent celles qu'ils identifient comme les vrais (et les seuls) acteurs de l'accueil des migrants en France aujourd'hui. Peu soutenues par l'Etat et le gouvernement, les associations agissent souvent seules selon eux, ce qui suscite une admiration pour leur combativité.

« Ils se défoncent mais ils n'ont pas de moyens. Les politiques ne leur donnent pas de moyens, c'est une goutte d'eau dans l'océan. »
(CATHOLIQUES LIBÉRAUX)

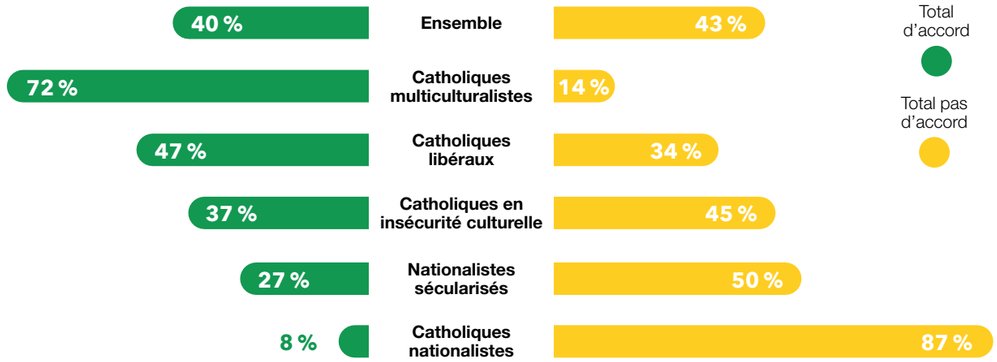
À l'opposé, les nationalistes sécularisés et les catholiques nationalistes pointent rapidement du doigt les associations auxquelles ils reprochent de participer à l'aggravation du problème, en incitant les migrants à venir puis à rester… leur laissant croire qu'ils auront une meilleure vie en France. Certains regrettent également fortement la récupération politique qu'ils perçoivent de la part d'associations majoritairement à gauche de l'échiquier politique. Pour toutes ces raisons, leur mise en cause par Emmanuel Macron et Gérard Collomb est saluée.

« Ils ne leur montrent pas la vérité, ils ne leur montrent pas que ce n'est pas parce qu'ils sont en France qu'ils vont réussir. Ils leur donnent du pain béni… »
(NATIONALISTES SÉCULARISÉS)

« Les associations leur donnent à manger, mais s'ils ne donnaient rien, ils se barreraient (…) L'autre jour, je discutais avec une dame secouriste, elle faisait les maraudes, elle disait que c'est eux qui leur fournissent les téléphones. Ils vivent mieux que certains, je peux vous le dire ! »
(CATHOLIQUES NATIONALISTES)

« Elles ont un rôle ambigu. Elles font de l'humanitaire, on peut comprendre mais en même temps, elles ont des visées politiques. »
(CATHOLIQUES NATIONALISTES)

« Les migrants qui viennent en France aujourd'hui rendent notre pays plus ouvert aux nouvelles idées et cultures. »



LA QUESTION CULTURELLE : POLARISATION AUX EXTRÊMES, (DÉ)GRADATION AU CENTRE.

Les migrants sont-ils une opportunité ou une menace pour l'identité de la France ? On ne peut faire question plus clivante… aux extrêmes : c'est l'enseignement de notre enquête. L'affrontement entre catholiques multiculturalistes et catholiques nationalistes, bien visible dans le débat public, masque la pluralité des attitudes répandue dans l'opinion catholique et leur nuance.

Cet enjeu est déterminant dans l'attitude des catholiques nationalistes : 87 % d'entre eux contestent l'idée que l'immigration soit synonyme d'ouverture. Leur avis est tranché : seuls 4 % répondent qu'ils ne sont « ni d'accord ni pas d'accord » avec cette proposition – contre 22 % des nationalistes sécularisés et 19 % des catholiques libéraux.

Ce n'est pas tant le fait que les migrants soient potentiellement porteurs de nouvelles idées ou cultures qui les interpelle que l'identité de la France qui leur semble menacée : « La France s'appauvrit culturellement et cultuellement » (Femme, 65-74 ans). Sans surprise, les membres de ce groupe adhèrent donc massivement à l'idée que l'identité de la France est en train de disparaître : 77 % d'entre eux en sont convaincus, contre 75 % des catholiques en insécurité culturelle et seulement 56 % des nationalistes sécularisés. Cette dégradation est en partie corrélée à leur sentiment que les immigrés arrivés précédemment ne sont pas parvenus à s'intégrer : ils sont 74 % à penser que l'impact de l'immigration a été négatif sur la France, dont 26 % très négatif. C'est le groupe qui a le jugement le plus dépréciatif.

Les multiculturalistes en sont le miroir inversé : 72 % perçoivent les migrants comme un enrichissement pour la vie culturelle et intellectuelle de la France. Ce positionnement va de pair avec la conviction, partagée par 69 % d'entre eux, que l'identité de notre pays n'est pas en voie de disparition. Deux approches se croisent ici : une approche militante en faveur des droits culturels des migrants et une approche universaliste qui soutient que la citoyenneté française n'est pas fondée sur des critères d'homogénéité culturelle mais sur des critères politiques.

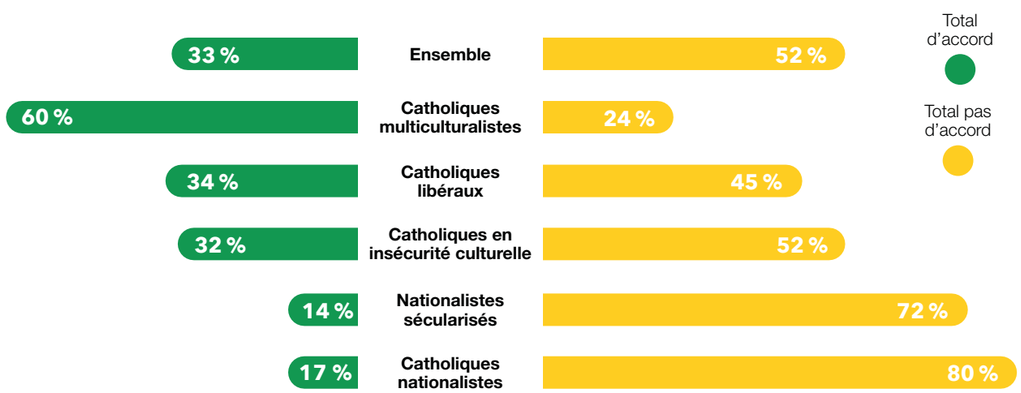
Entre ces deux extrêmes, l'enquête donne à voir une (dé)gradation dans l'ouverture culturelle. On notera qu'il s'agit d'un vrai point de distinction entre les libéraux et les multiculturalistes : sur cet item, 30 points

les séparent. Les catholiques libéraux revendiquent un intérêt et une tolérance pour la diversité : dans le groupe que nous avons entendu, elle s'exprime notamment à travers l'évocation des voyages. Mais cette disposition favorable à la découverte de l'autre est plus positive lorsqu'elle prend la forme du dépaysement. La réponse des libéraux peut être aussi guidée par leur inquiétude face à la crispation de la société. Il est difficile de dire que les migrants qui arrivent en France aujourd'hui rendent notre pays plus ouvert aux nouvelles idées et aux nouvelles cultures, quand l'extrême-droite est en dynamique et qu'elle joue sur la peur de l'étranger. Là où les multiculturalistes promeuvent les droits culturels des migrants, les libéraux, plus désengagés et plus attachés à l'ordre établi, s'interrogent davantage sur la capacité de la société à l'accepter. Ils prônent donc la mesure.

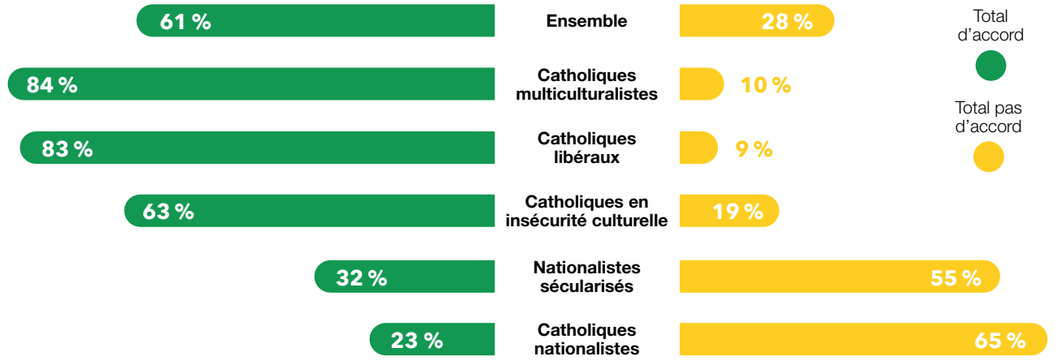
Ce décalage est particulièrement observable dans leur degré d'adhésion à la proposition d'autoriser les migrants à perpétuer leurs propres traditions : 60 % des multiculturalistes la soutiennent, contre 34 % des libéraux seulement. Sur cette question, les libéraux sont même les plus nombreux à opter pour l'item refuge : 20 % se disent « ni d'accord ni pas d'accord » avec cette proposition.

Le basculement vers l'hostilité semble avoir lieu avec les catholiques en insécurité culturelle : ils sont une majorité à récuser l'idée que l'immigration soit synonyme d'ouverture à de nouvelles cultures et à de nouvelles idées (37 % sont d'accord, soit dix points de moins que les libéraux, contre 45 % pas d'accord). Leur conviction, telle qu'elle émerge dans l'enquête qualitative, s'exprime dans la nécessité de disposer de codes partagés et de points communs pour qu'une société fonctionne.

« Les migrants qui viennent en France devraient être autorisés à perpétuer leurs propres traditions. »



En février dernier, le Pape François s'est exprimé sur la situation des réfugiés lors d'un discours. Il a indiqué que la réponse à apporter selon lui à l'arrivée de migrants en Europe s'articulait autour de quatre actions : « accueillir, protéger, promouvoir, intégrer », et qu'il s'agissait aujourd'hui d'un « devoir de justice, de civilisation et de solidarité. Diriez-vous que vous êtes d'accord ou pas avec la position du Pape vis-à-vis de l'accueil des migrants ?



« Les migrants actuels, c'est la différence de culture qui complexifie les choses. Il y a eu des Polonais qui sont venus, c'était le continent européen. C'était moins difficile, ils avaient la même culture et la même religion. »
(FEMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE EN INSÉCURITÉ CULTURELLE)

« Les Syriens catholiques, il y a eu des campagnes des paroisses pour essayer de les accueillir parce qu'ils étaient chrétiens, c'est plus facile de les intégrer. »
(FEMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE EN INSÉCURITÉ CULTURELLE)

Parmi les nationalistes sécularisés, les considérations culturelles sont présentes, mais passent après les considérations économiques et sociales : ils sont ainsi 22 % à se déclarer « ni d'accord ni pas d'accord » avec la proposition de voir les migrants comme un enrichissement de l'identité collective. Avant d'être hostiles à la culture des migrants, ils sont d'abord hostiles aux migrants tout court.

L'APPEL DU PAPE EST REÇU DE FAÇON CONTRASTÉE.

Difficile de voir, sur ces trois enjeux, de quelle façon pèse la foi ou l'identité des catholiques dans leurs attitudes vis-à-vis des migrants. Leur réaction à l'appel du Pape peut donner de premières indications. Dans quelle mesure rejoint-il leurs perceptions ou les infléchit-il ?

En vérité, François semble avoir contenu les réticences : dans une enquête réalisée en septembre 2015 par l'Ifop pour *La Croix* et *Pèlerin*[7], 58 % des catholiques pratiquants approuvaient l'appel du Pape à « se mobiliser face à la crise des migrants et à accueillir dans chaque paroisse d'Europe une famille de migrants ». Dans notre enquête, 63 % des pratiquants le soutiennent. C'est parmi les

non-pratiquants que l'évolution a été notable depuis deux ans : ils sont 61 % dans notre enquête à approuver l'appel du Souverain Pontife, contre 40 % en 2015.

On retrouve là encore une forte polarisation aux extrêmes : l'invitation de François coalise contre elle les nationalistes sécularisés et les catholiques nationalistes. Elle mobilise derrière elle les libéraux et les multiculturalistes. À mi-chemin, les catholiques en insécurité culturelle s'arriment plutôt aux deux groupes les plus ouverts : c'est sur eux que la parole du Pape semble exercer une certaine forme d'autorité.

Si elles sont cohérentes avec les attitudes dominantes dans chaque groupe, ces prises de position reposent sur des questionnements divergents. **Les catholiques nationalistes que nous avons entendus s'interrogent sur la légitimité de l'engagement du Pape sur cette question.** D'une part, on reconnaît cet appel comme conforme à l'autorité morale que lui confère sa fonction : « il est dans son rôle, il ne peut pas faire autrement. » (Femme, 65-74 ans, catholique nationaliste).
D'autre part, on juge que cet engagement est démesuré par rapport à d'autres enjeux : « sur d'autres sujets et dans d'autres pays, il est beaucoup plus dur ». Face à ce qui est décrit comme un « idéal », les catholiques nationalistes se revendiquent comme les garants de la réalité, dont le Pape serait « déconnecté » :

« Moi, je ne tends pas la joue gauche. Mais c'est très beau, c'est idéal. »
(FEMME, 65-74 ANS, CATHOLIQUE NATIONALISTE)

On ne sera pas surpris de voir vite balayés les arguments d'autorité, tirés des Écritures. « Souviens-toi que tu as été étranger au pays d'Égypte » est considéré comme un anachronisme : « à l'époque, les flux n'étaient pas les mêmes » (Homme, 50-64 ans). Rappeler que l'engagement de François s'inscrit dans la continuité de celui de Benoît XVI ne présente guère plus de succès.

Les nationalistes sécularisés n'interrogent pas la légitimité du Pape à appeler à l'hospitalité : ils interrogent sa cible. Son message est-il universel ou s'adresse-t-il « à sa communauté » (Homme, 35-49 ans), c'est-à-dire aux pratiquants ? Poser la question, c'est y répondre : les sécularisés ne se sentent pas partie prenante de la vie de l'Église. Ils refusent donc de se sentir concernés et invitent François et les catholiques à s'engager concrètement davantage : « charité bien ordonnée commence par soi-même » (Femme, 35-49 ans).
L'accueil de familles migrantes par le Vatican est d'ailleurs jugé dérisoire, en comparaison avec l'idée qu'ils se font des moyens dont dispose l'Église :

« C'est riche le Vatican. Ils ont de l'argent, qu'ils donnent un coup de main. Ils n'accueillent que deux familles, c'est risible. »
(FEMME, 35-49 ANS, NATIONALISTE SÉCULARISÉE)

Les catholiques libéraux, au contraire, reconnaissent volontiers à l'appel du Pape sa vocation universelle. Mais cette universalité relève du message et non de l'émetteur : l'hospitalité est perçue par eux comme une valeur humaniste avant d'être une valeur chrétienne. D'une certaine façon, ils n'attendent pas autre chose d'un Pape. Ce qu'ils attendent en revanche, c'est que ce message soit audible, c'est-à-dire adapté à l'environnement médiatique d'aujourd'hui :

« On est dans le prêche, pas dans l'impulsion politique. C'est comme à l'Église, ça ne nous donne pas l'énergie de le faire. »
(HOMME, 50-64 ANS, DEVANT UNE VIDÉO DU PAPE FRANÇOIS, DATANT DE SEPTEMBRE 2015).

Ils estiment également que les voix divergentes qui s'expriment parmi les autorités ecclésiales nuisent à la clarté du message, affaiblissent la portée des propos du Pape et donc sa capacité à avoir un effet d'entraînement. En vérité, le désir exprimé est celui d'un engagement de personnalités charismatiques, d'un collectif de célébrités, en faveur des valeurs humanistes. Fils et filles de leur temps, les libéraux attendent donc une maîtrise des codes médiatiques, de la clarté, de la portée, de l'univocité. Pour obtenir leur engagement, il faut savoir les séduire.

C'est parmi les catholiques en insécurité culturelle que la voix de François semble trouver un écho singulier. Ce groupe est tiraillé. Ils ne sont que 19 % à se déclarer « pas d'accord » avec son appel à accueillir, protéger, promouvoir et intégrer les migrants et les réfugiés. Une proportion élevée d'entre eux choisissent l'item refuge : 18 % ne se disent « ni d'accord, ni pas d'accord ». 63 % adhèrent à l'engagement du Pape : c'est dans la moyenne des catholiques.
L'explication donnée à ce dilemme semble profondément liée à leur foi :

« Accueillir en chrétien et accueillir en homme, ce n'est pas la même chose. »
(HOMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE EN INSÉCURITÉ CULTURELLE)

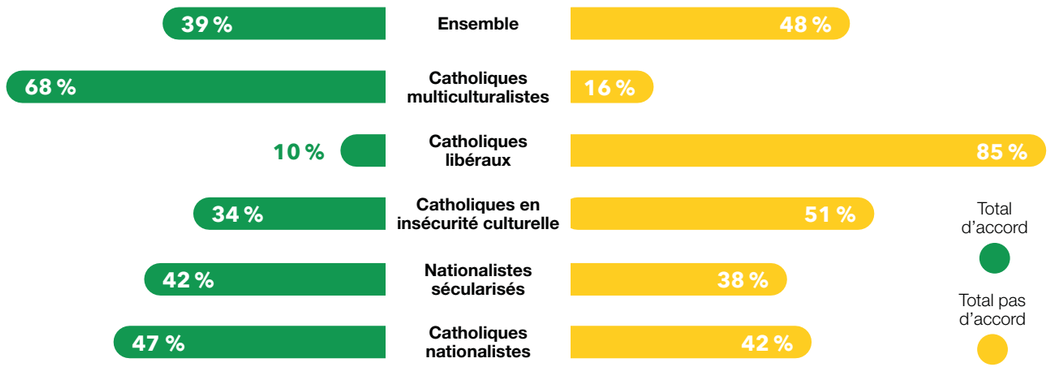
La tension entre l'idéal et le réel, au cœur de la critique des nationalistes, est aussi présente : « on n'attend pas autre chose de sa part, mais dans les faits, c'est plus compliqué » (Femme, 65-74 ans). Mais cette tension est plus proche de l'équilibre : « c'est un message fort, qui s'appuie sur l'évangile » (Homme, 50-64 ans). Entre idéal et réel, le défi pour une partie d'entre eux consiste à passer à l'action, c'est-à-dire y consacrer l'énergie, le temps ou les moyens nécessaires : « on a les paroles : comment les mettre en musique ? » (Homme, 50-64 ans). Ce dilemme est parfois vécu comme un déchirement :

« Je me culpabilise. Même si je fais des choses, j'aimerais vraiment faire plus. »
(FEMME, 35-49 ANS CATHOLIQUE EN INSÉCURITÉ CULTURELLE)

La voix du Pape contribue donc, avec d'autres, à nourrir leur questionnement, en faisant entendre des arguments favorables à l'hospitalité, notamment via les évangiles. François est par conséquent entendu au-delà des convaincus, mais parmi celles et ceux qui lui reconnaissent une légitimité à s'exprimer sur cet enjeu. Il ne suscite cependant pas, il faut le souligner, le même engouement que Jean-Paul II, cité par l'ensemble des groupes entendus, notamment pour son charisme et son poids politique.

(7) Enquête a été menée du 16 au 21 septembre par questionnaire auto-administré en ligne auprès d'un échantillon de 2 997 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Certaines questions étaient adressées uniquement aux catholiques, qui représentent 61 % de l'échantillon (10 % de pratiquants et 51 % de non-pratiquants). La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

« En France, soit on est pour l'accueil des migrants, soit on est contre. Il n'y a pas de place pour la demi-mesure. »



LA POLARISATION : UNE PRÉOCCUPATION DES GROUPES LES PLUS POLARISÉS.

Derrière un clivage très visible se cache donc une palette d'attitudes et de nuances, ainsi que des positions plus modérées qu'on ne le pense. Reste à savoir comment cette fracture si souvent évoquée est perçue par les catholiques eux-mêmes. Ont-ils le sentiment de devoir se ranger derrière ceux qui promeuvent l'hospitalité ou derrière ceux qui la récusent ?

On aurait pu croire que ceux qui se sentent acculés à choisir leur camp se trouvent parmi les ambivalents. C'est l'inverse qui émerge : **le clivage est d'abord perçu par les groupes qui défendent les positions les plus tranchées**.

C'est particulièrement le cas au sein du groupe le plus ouvert : 68 % sont d'accord avec l'idée qu'il n'y a pas de place pour la demi-mesure. Ce positionnement révèle bien sûr une forme de radicalité des principes : on ne saurait être conditionnel en matière d'hospitalité. Mais il témoigne aussi d'un sentiment d'isolement dans leur combat en faveur de l'accueil. Les catholiques multiculturalistes se sentent minoritaires et peu soutenus. Les plus engagés ne cachent pas leur fatigue, comme l'a montré l'enquête interne conduite par nos partenaires. Les catholiques nationalistes disent aussi leur isolement : « si on dit qu'on n'est pas d'accord, on passe pour des fachos » (Femme, 50-64 ans).

Entre les deux groupes, la défiance est forte. Les multiculturalistes ont le sentiment de faire face à un bloc d'hostilité : ils perçoivent peu les nuances dans les attitudes des autres groupes. À l'opposé, ceux qui défendent l'option identitaire rejettent massivement l'action des plus ouverts. Dans le groupe que nous avons entendu, pourtant composé en majorité de catholiques pratiquants, ceux qui suivent l'appel du Pape sont décrits comme « suivistes », « extrémistes », « intégristes » : les nationalistes revendiquent pour eux la bonne et juste distance, y compris dans leur foi, par opposition à des multiculturalistes qu'ils décrivent comme fanatiques. La division se joue entre ceux qui sont d'abord préoccupés par le sort des migrants, et ceux qui sont d'abord sensibles aux conséquences supposées des flux migratoires.

« La crise des migrants, ça dépend de quel point de vue on se place. Dans la bouche des dirigeants, c'est toujours du point de vue des migrants, mais jamais du point de vue des habitants. Il n'y a qu'à voir Calais. »
(FEMME, 65-74 ANS, CATHOLIQUE NATIONALISTE)

Dans ce conflit entre les groupes les plus identifiés, catholiques en insécurité culturelle et nationalistes sécularisés se sentent moins impliqués. **On notera en revanche la position singulière occupée par les catholiques libéraux :** ils sont absolument les seuls à ne pas se sentir concernés par cette tension. La première explication est politique : dans ce groupe, l'électorat d'Emmanuel Macron est dominant. Sans doute retrouve-t-on ici une expression du « en même temps », qui était au cœur de la campagne présidentielle. Elle pourrait traduire aussi leur conviction d'être majoritaires. D'une certaine façon, la polarisation n'a plus lieu d'être puisque le Front national s'est effondré. Cela n'empêche pas les membres de ce groupe d'exprimer une forte hostilité à l'égard de l'extrême-droite.

Une seconde explication tient à une dépolitisation et un désengagement, désirés et assumés, jugé plus « moderne », y compris en Église. Les catholiques libéraux apprécient les évolutions qu'ils perçoivent au sein de la religion catholique, permettant d'y trouver des repères plus individuels (notamment grâce aux prises de parole des prêtres dans les églises qu'ils fréquentent) tournés vers la bienveillance voire le développement personnel.

« Il y a un renouveau, les prêtres, à l'image du pape, sont plus proches de moi. Il y a beaucoup d'accompagnement, plus d'empathie et de bienveillance au quotidien par rapport à ce que je trouvais il y a 20 ans où c'était plus utilisé, plus politisé. »
(FEMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE LIBÉRALE)

La réponse à apporter à ceux qui sont hostiles à l'accueil semble donc, pour une part d'entre eux du moins, à aller chercher dans l'éducation, via l'histoire notamment, et dans les valeurs, plutôt que dans le champ politique.

« Il faut faire comprendre aux gens qu'en détestant ceux qui ne sont pas comme eux, ils détestent une partie d'eux-mêmes. »
(FEMME, 35-49 ANS, CATHOLIQUE LIBÉRALE)

Il n'y a donc pas qu'un seul clivage parmi les catholiques : il existe une multiplicité de différences et de nuances qui expliquent leur positionnement vis-à-vis des migrants, qui est surtout fait d'ambivalence. La question est de savoir dans quoi s'enracinent ces nuances : leur rapport à la mondialisation, à l'Islam et à leur identité de catholique vient enrichir notre compréhension de leur opinion.

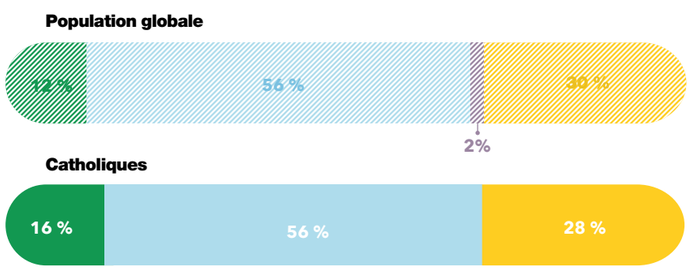
Des attitudes ancrées dans des visions du monde divergentes.

Comment expliquer cette diversité de perceptions des mouvements migratoires dans l'opinion catholique ? C'est en explorant le rapport au monde, le rapport à l'altérité et le rapport à soi de chaque groupe qu'il est possible de mieux comprendre dans quoi elles s'enracinent et de quelle façon agir sur elles.

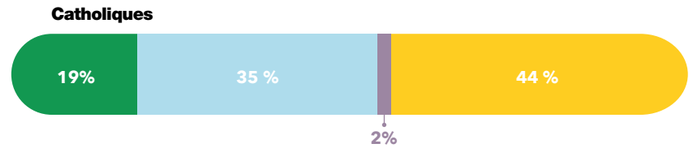
LES CATHOLIQUES ET LE MONDE : UN PESSIMISME FRANÇAIS.

La mondialisation et ses effets sur l'économie française suscitent chez les catholiques le même degré de pessimisme que dans la population globale. Ils sont une écrasante majorité à penser, pour eux-mêmes et pour la France, que les choses au mieux ont stagné, au pire se sont dégradées.

De manière générale, depuis un an la situation s'est-elle améliorée, est-elle restée quasiment inchangée ou s'est-elle dégradée pour vous-même ?



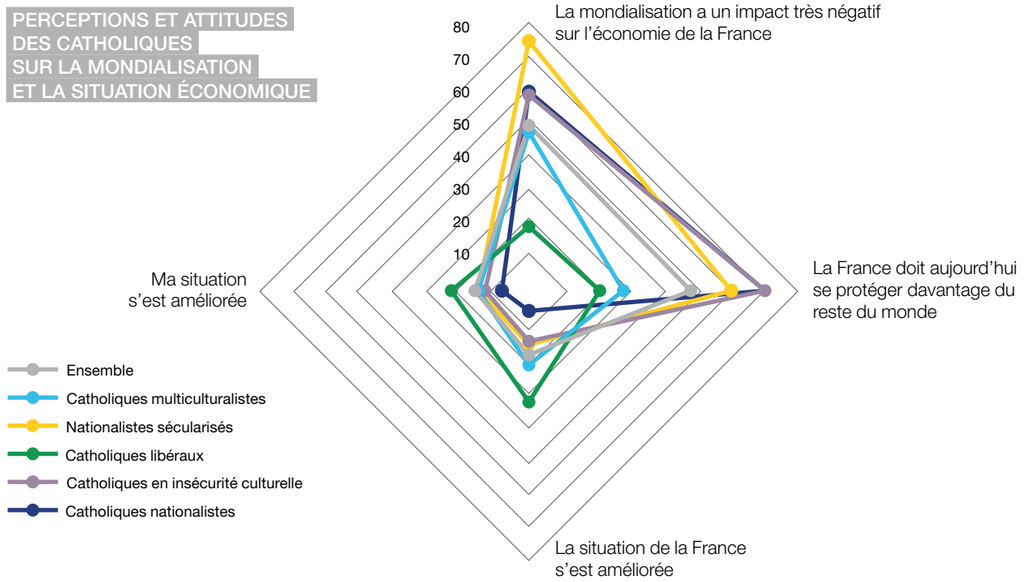
De manière générale, depuis un an la situation s'est-elle améliorée, est-elle restée quasiment inchangée ou s'est-elle dégradée pour la France ?



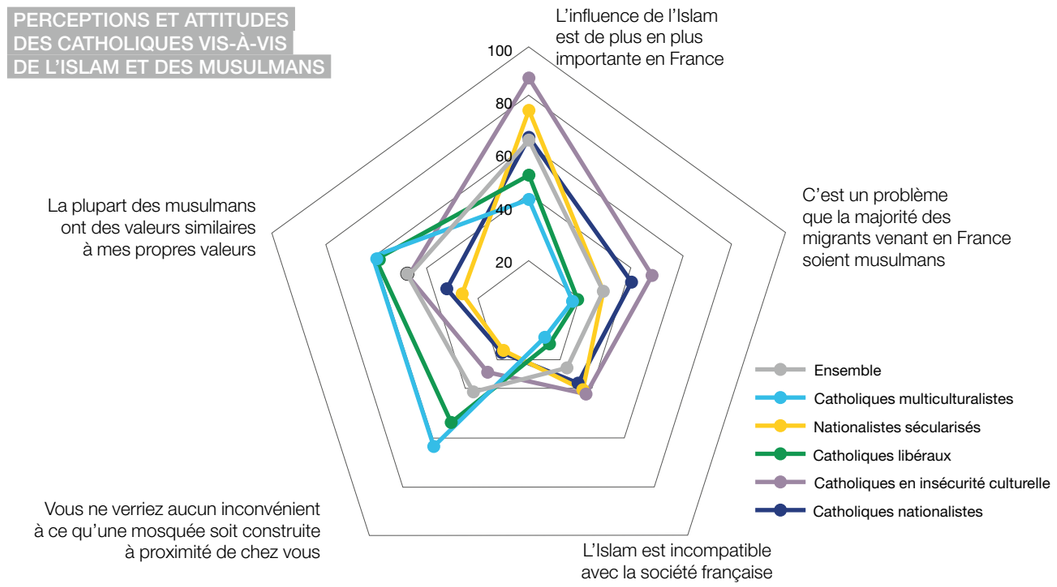
Posée à dix-huit mois d'écart, la même question donne lieu à des réponses identiques ou presque. On notera d'ailleurs que les retraités ne sont que 4 % à avoir eu le sentiment que leur situation s'est améliorée – c'est la catégorie socioprofessionnelle la plus négative.
La proportion d'optimistes est un peu plus élevée lorsqu'on interroge les catholiques sur la situation de la France. 19 % d'entre eux pensent que le pays va mieux depuis six mois. On peut y lire un léger « effet Macron », ce vent d'optimisme généralement mesuré après les élections présidentielles. 40 % de ceux qui ont porté leurs suffrages sur le nom d'Emmanuel Macron estiment que la situation française s'est améliorée. Les diplômés du supérieur sont également 29 % à le penser. Pour autant, cette confiance ne semble pas avoir d'impact durable au-delà de son socle électoral. L'analyse typologique confirme et précise la domination de ce pessimisme économique et ce rapport conflictuel que les Français entretiennent avec la mondialisation.

Les catholiques libéraux forment un groupe à part : ils vont bien et la mondialisation leur va bien. Ils sont 72 % à exprimer leur désaccord avec la proposition selon laquelle « la mondialisation a un impact très négatif sur l'économie de la France ». Ils sont aussi les moins enclins à attendre que la France se protège du reste du monde. Un tiers pense que la situation de la France s'est améliorée, et près d'un quart que leur situation personnelle s'est améliorée.
On observe ensuite, entre les quatre autres groupes, une gradation dans le pessimisme et dans le désir de protection. Une majorité relative de multiculturalistes juge négativement l'impact économique de la mondialisation (47 % contre 39 %). Encore ce jugement est-il tempéré : 14 % d'entre eux se disent tout à fait d'accord avec cette proposition. En revanche, le désir de protection vis-à-vis du reste du monde est plus faible : il ne s'élève qu'à 28 %. Parmi eux, la critique sociale est présente ; mais l'optimisme culturel et l'esprit d'hospitalité plaident en faveur d'un ancrage au monde. L'hostilité à la globalisation économique va ensuite crescendo, jusqu'à atteindre son plus haut niveau – 74 % dont 34 % tout à fait d'accord – chez les nationalistes sécularisés. Cette hostilité détermine très largement, on l'a vu, leur rejet de l'immigration. En revanche, la demande de protection vis-à-vis du reste du monde est plus forte parmi les catholiques nationalistes et les catholiques en insécurité culturelle : ils sont 70 % à plaider en ce sens, contre 60 % des nationalistes sécularisés. C'est la preuve que les facteurs culturels suscitent un désir de fermeture plus marqué que la situation économique. Preuve aussi que le « cadrage » identitaire a gagné en puissance. L'idée d'une altérité radicalement inintégrable semble avoir désormais plus d'impact que la critique sociale.

PERCEPTIONS ET ATTITUDES
DES CATHOLIQUES
SUR LA MONDIALISATION
ET LA SITUATION ÉCONOMIQUE



PERCEPTIONS ET ATTITUDES
DES CATHOLIQUES VIS-À-VIS
DE L'ISLAM ET DES MUSULMANS



LES CATHOLIQUES ET L'ISLAM : DE LA PROXIMITÉ À L'HOSTILITÉ, EN PASSANT PAR L'INQUIÉTUDE.

Au fil des ans, en particulier depuis les émeutes de 2005, la question religieuse s'est imposée dans l'interprétation des faits de société. Au prisme social, longtemps privilégié, s'est substitué un prisme confessionnel. Nourri par les débats sur le port du voile et les faits divers comme les événements de Cologne, conforté par les phénomènes de radicalisation et les attentats terroristes de 2015 et 2016, alimenté par l'extrême-droite, ce cadrage est désormais incontournable. Dans le débat public, l'Islam est toujours traité sous l'angle de la cohésion nationale – comme une menace ou un défi, mais toujours « à part ». Les flux migratoires n'échappent pas à ces considérations : les populations venant du Proche-Orient captent tout particulièrement l'attention médiatique et politique.

Ce cadrage n'est pas sans conséquence. L'enquête que nous avons conduite en 2016 sur la population globale laissait transparaître un niveau de défiance élevé à l'égard de l'Islam dans la population française. 38 % jugeaient la deuxième religion de France incompatible avec la société française. Pour autant, si l'on en croit Vincent Tiberj[8], le pays n'est pas devenu plus xénophobe : l'indice de tolérance a même progressé ces deux dernières années. Ce paradoxe est le fruit, d'après le chercheur, d'un « combat pour le cadrage » des événements. Face à ceux qui prônent « le rejet de l'Islam et des immigrés », d'autres voix se sont élevées, notamment au lendemain des attentats ayant frappé la rédaction de *Charlie Hebdo*, pour appeler à ne pas faire d'amalgames entre musulmans et terroristes. La manifestation du 11 janvier 2015, conduite au nom de la tolérance et de la liberté d'expression, a contribué selon lui à offrir une autre histoire collective que celle d'une opposition de la nation à l'Islam.

Qu'en est-il des catholiques ? Ils sont, on le sait, l'une des cibles privilégiées de ceux qui prônent le rejet des immigrés et la défiance envers les musulmans. Qu'ils décrivent les flux migratoires comme une preuve illustrant leur théorie du « Grand Remplacement » ou qu'ils interprètent les attentats comme une guerre des civilisations, opposant la terre d'Islam à la Chrétienté, ceux qui font campagne contre les musulmans et l'Islam ne manquent pas de se revendiquer en défenseurs de la France, fille aînée de l'Église. L'assassinat du Père Hamel aurait pu donner corps à cette grille d'interprétation. Les enquêteurs de l'Ifop ont d'ailleurs constaté un raidissement chez les catholiques pratiquants vis-à-vis des musulmans après l'attentat de Saint Etienne du Rouvray : en février 2015, ils étaient 33 % à considérer l'Islam comme une menace. En juillet 2016, ils étaient 45 %. Jérôme Fourquet décrit ainsi des catholiques « extrêmement partagés sur cette question sensible »[9].

Dans quelle mesure ce cadrage pèse-t-il encore sur l'opinion des catholiques ? Soulignons d'abord que le terrorisme n'a quasiment pas été abordé dans les groupes de discussion que nous avons réunis et étendus : il n'occupe pas, aujourd'hui, une place prépondérante dans le rapport que les catholiques entretiennent avec l'Islam. Précisons ensuite qu'une majorité d'entre eux refusent de faire de l'Islam un motif d'hostilité à l'égard des personnes déplacées : 55 % d'entre eux ne sont pas d'accord avec la proposition qui leur était soumise dans notre enquête, selon laquelle « c'est un problème que la majorité des migrants venant dans notre pays soient musulmans ». Ce chiffre n'est pas anodin.

Cette tolérance est plus élevée chez les non-pratiquants (56 %) que chez les pratiquants (50 %), plus forte chez les moins de 35 ans (74 %) que chez les plus de 50 ans (47 % des 50-64 ans, 48 % des 65-74 ans). Les effets de pratique ou de génération sont donc visibles. Cependant, ils ne suffisent pas à rendre compte des représentations et des attitudes des catholiques dans toutes leurs nuances. Nous les avons donc spécifiquement interrogés sur leur perception de l'Islam – est-il influent ou non, est-il compatible ou non – sur leurs attitudes vis-à-vis des musulmans – se sentent-ils des points communs avec la majorité d'entre eux – et de leur pratique religieuse – acceptent-ils qu'une mosquée soit construite près de chez eux. Le graphique ci-dessus permet de saisir d'un seul tenant ces représentations et d'en voir les structures.

Deux tendances structurelles apparaissent : catholiques multiculturalistes et catholiques libéraux forment un premier pôle ; catholiques nationalistes, nationalistes sé-

(8) Voir notamment Vincent Tiberj, « Une France moins xénophobe ? », *La Vie des idées* , 6 juin 2017. ISSN : 2105-3030. URL : http://www.laviedesidees.fr/Une-France-moins-xenophobe.html

(9) Jérôme Fourquet, *à la Droite de Dieu*, Paris, Le Cerf, 2018, p. 106.

cularisés et catholiques en insécurité culturelle un deuxième.

Multiculturalistes et libéraux se distinguent par leur propension à inclure les musulmans dans leur propre ensemble de valeurs. Ils perçoivent leur présence comme la conséquence logique d'un monde ouvert. Ils les reconnaissent davantage comme des pairs. Les multiculturalistes ont acté qu'ils vivaient dans une société multiconfessionnelle. Les musulmans ont donc légitimement les mêmes droits de vivre et de pratiquer leur foi que les autres. Ils sont donc plus nombreux à ne pas voir d'inconvénient à ce qu'une mosquée soit construite près de chez eux. Les libéraux sont d'abord soucieux de trouver un équilibre entre la liberté qu'ils soutiennent, et l'équilibre du corps social, qu'ils souhaitent préserver. C'est sans doute la raison pour laquelle ils sont plus sensibles que les multiculturalistes au cadrage présentant un Islam de plus en plus influent en France.

Les trois autres groupes présentent une structure d'opinion voisine où domine la différenciation vis-à-vis des musulmans : chacun d'entre eux comprend un socle d'environ un tiers de catholiques convaincus que l'Islam est incompatible avec la société française (31 % des catholiques nationalistes, 34 % des nationalistes sécularisés, 36 % des catholiques en insécurité culturelle). C'est leur point commun le plus manifeste.

Les groupes se distinguent par l'intensité de leur inquiétude. Elle est beaucoup plus forte chez les catholiques en insécurité culturelle : 88 % adhèrent à l'idée que l'influence de l'Islam est de plus en plus importante en France, contre 76 % des nationalistes sécularisés et 66 % des catholiques nationalistes. 48 % affirment que c'est un problème que la majorité des migrants venant en France soient musulmans, contre 40 % des catholiques nationalistes et seulement 29 % des nationalistes sécularisés. Mais l'inquiétude n'est pas (nécessairement) synonyme d'hostilité : les catholiques en insécurité culturelle sont bien plus nombreux (47 %) à adhérer à l'idée que la plupart des musulmans ont des valeurs similaires aux leurs. Ce point les distingue nettement des catholiques nationalistes (32 %) et des nationalistes sécularisés (26 %).

Au fond, les catholiques en insécurité culturelle établissent une distinction entre les musulmans et l'Islam. Interrogés sur les valeurs qu'ils pensent partager avec les musulmans, les membre de ce groupe que nous avons entendus insistent sur la charité et les pratiques rituelles. Au-delà des considérations d'ordre théologique, ils s'attachent par exemple à faire un parallèle entre les pèlerinages de La Mecque et de Lourdes.

Ce qui suscite leur questionnement, en revanche, c'est le rapport à la règle : ils s'inquiètent d'une pratique « rigide » de l'Islam, par opposition à une pratique « souple » du catholicisme. Cette rigidité leur semble menaçante :

« À vouloir être trop strict, on peut basculer dans l'extrémisme. »
(HOMME, 25-34 ANS, CATHOLIQUE EN INSÉCURITÉ CULTURELLE)

Le rapport à la règle constitue d'autant plus un sujet d'inquiétude qu'il n'est pas interprété par un clergé ou une autorité centralisée : « ils n'ont pas le big boss, ils n'ont pas le Pape » (Homme, 50-64 ans). C'est là que s'enracine leur inquiétude devant l'arrivée de migrants musulmans :

« On n'a pas peur des musulmans, mais peut-être peur des migrants musulmans, de leur origine. »
(HOMME, 25-34 ANS, CATHOLIQUE EN INSÉCURITÉ CULTURELLE)

Leur interrogation porte aussi sur « la visibilité » de la pratique : « un musulman qui prie, c'est plus visible [qu'un catholique] » (Homme, 25-34 ans). Cette sensibilité à la « visibilité » est à mettre en perspective avec leur propre sentiment « d'invisibilité ». Le désir de reconnaissance qu'ils éprouvent n'est pas un désir de reconnaissance identitaire : il est plutôt de l'ordre de la différence « fine » - celui d'être respecté et de ne pas être réduit au rang de « ringard ». Par opposition, certains éprouvent le sentiment que les musulmans se permettent d'être davantage « revendicatifs » qu'eux (le verbe « revendiquer » est d'ailleurs revenu à plusieurs reprises dans les mots du jeune homme de 25-34 ans précédemment cité). Mais ils ne paraissent pas céder à la guerre des identités « épaisses »[10].

Ce qu'expriment les nationalistes sécularisés sur les musulmans est davantage de l'ordre de la différenciation : ils estiment qu'ils n'appartiennent pas au même monde que le leur. Ce n'est pas d'abord une question religieuse : elle reste très secondaire dans leur rapport au monde. C'est une question de norme sociale ou culturelle :

« Sur le voile, je suis partagée. Il y a une part de provocation qui dérange. Mais en même temps, je me dis qu'elles [les femmes] l'ont choisi. »
(FEMME, 35-49 ANS, NATIONALISTE SÉCULARISÉE)

Ce qu'ils présentent comme un constat ne s'accompagne pas nécessairement d'hostilité :

« Ils sont très gentils, ils disent bonjour, mais les femmes ne mangent pas en même temps que les hommes. »
(HOMME, 35-49 ANS, NATIONALISTE SÉCULARISÉ)

Pour eux, ces normes sociales et culturelles sont différentes parce qu'elles viennent d'ailleurs. C'est leur origine qui est pointée : ils lient de fait Islam et immigration. Ils attendent en retour une forme de réciprocité dans le respect des normes : « on va chez eux, on se plie à leurs règles. Ils viennent chez nous, ça doit être pareil » (Homme, 35-49 ans).

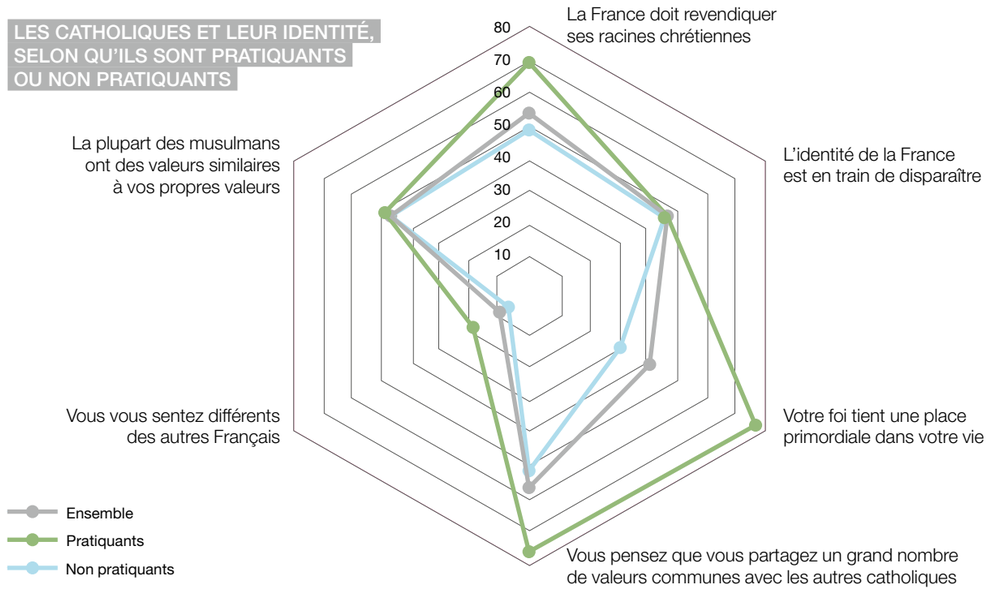
De la même façon qu'ils perçoivent les migrants comme un bloc – plus solidaires, mieux organisés et mieux au fait de leurs droits qu'ils ne le sont – ils dépeignent les musulmans comme une communauté marquée par l'entraide. En résumé, ce qui est étranger est soudé, là où nous, sommes étrangers les uns aux autres.

On retrouve, chez les catholiques nationalistes, cette même conception de l'Islam comme un bloc uniforme. Mais là où les nationalistes sécularisés semblent acter une séparation d'individus organisés selon des règles distinctes des leurs - et parlent de « musulmans » - les catholiques nationalistes semblent davantage dans un rapport de confrontation, religion contre religion – et parlent davantage « d'Islam », qu'ils opposent à la « Chrétienté ». Ils sont dans une stratégie du *containment*.

L'Islam est décrit par eux comme une religion conquérante et violente : « elle veut attirer à elle par la force » (Homme, 50-64 ans).

(10) Voir infra.

LES CATHOLIQUES ET LEUR IDENTITÉ, SELON QU'ILS SONT PRATIQUANTS OU NON PRATIQUANTS



« Il faut une grande rupture pour se convertir à l'Islam qui est la religion la plus extrémiste qui soit. »

(HOMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE NATIONALISTE)

Il lui est également reproché son « décalage historique » : par opposition aux catholiques qui ont fait leur travail de sécularisation - « on est catho mais on vit de façon laïque » - les musulmans ne se sont pas engagés sur ce chemin, faute là encore de clergé pour l'y conduire :

« Avant, les cathos étaient très violents. Les musulmans aussi. Mais il n'y a personne dans l'Islam pour réguler. »

(HOMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE NATIONALISTE)

Il y a d'ailleurs un paradoxe à présenter une religion comme un « bloc » tout en lui reprochant de « ne pas être organisée », de ne pas être « gérée » (Femme, 65-74 ans). C'est que le rapport à l'Islam des catholiques nationalistes est à mettre en perspective avec leur rapport à leur identité catholique, qu'ils ont le sentiment de voir disparaître. On ne peut saisir pleinement leur hostilité à l'Islam si on ne saisit pas mieux leur conception de la « Chrétienté » : comme les autres groupes, les catholiques nationalistes, en parlant de ce qui est « autre », parlent d'abord d'eux-mêmes.

LES CATHOLIQUES ET EUX-MÊMES : UNE IDENTITÉ TOURMENTÉE.

Parler de l'autre, c'est parler de soi, c'est-à-dire de sa propre identité sociale. Nous avons donc cherché à évaluer l'identité sociale des catholiques, c'est-à-dire, « l'ensemble des critères (…) qui permettent de situer [le groupe] dans la société. »[10] Le graphique ci-dessus est une façon d'établir les coordonnées de l'identité catholique telle que notre panel se les représente.

Premier constat : les catholiques expriment d'abord leur identité sous la forme d'une reconnaissance entre pairs. Ils se perçoivent majoritairement comme des semblables. Cette similitude passe par les valeurs : ils sont 57 % à penser qu'ils en partagent un grand nombre avec les autres catholiques. Elles sont évoquées spontanément par tous les groupes : « si on se reconnaît dans les valeurs, on y reste » (Femme, 50-64 ans, catholique nationaliste) ; « être catholique, c'est avoir des valeurs » (Femme, 35-49 ans, catholique libérale) ; « c'est une manière de vivre » (Femme, 35-49 ans, catholique en insécurité culturelle) ; « je pense qu'ils ont plus de valeurs anciennes » (Femme, 35-49 ans, nationaliste sécularisée). La fréquence de la pratique pèse, sans surprise, sur l'intensité de ce sentiment : 76 % des pratiquants l'éprouvent. Mais les non-pratiquants le ressentent majoritairement aussi : ils sont 52 % à se vivre comme semblables aux autres catholiques.

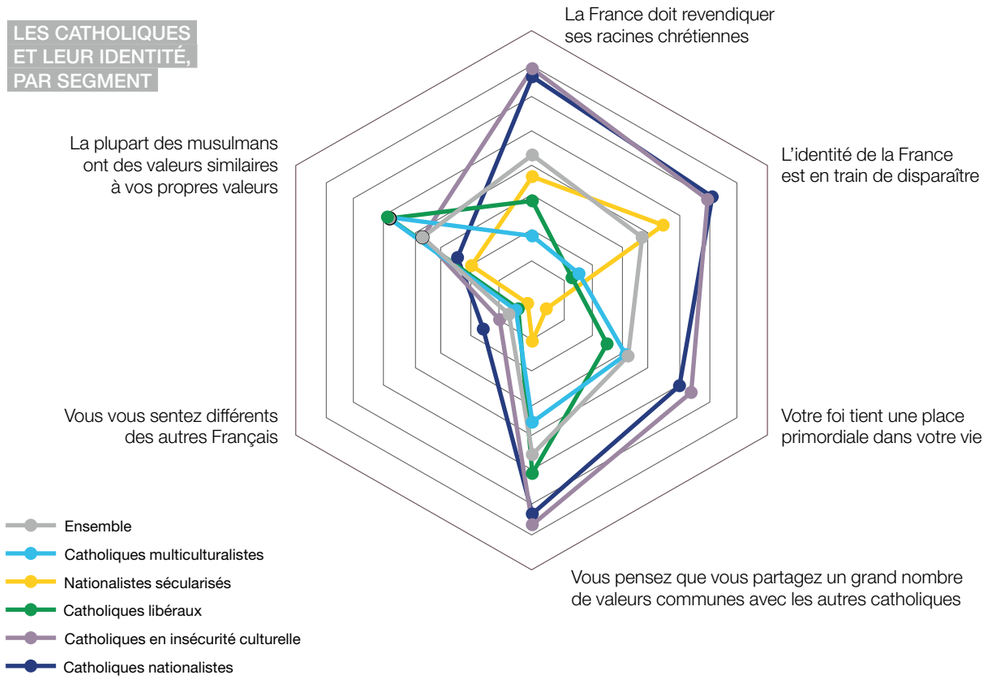
Si l'identification de pair à pair se porte bien, elle n'est pas « tribale » pour autant, au sens où elle n'est pas vécue comme une différenciation par rapport à l'ensemble de la société : seul un catholique sur dix se sent différent des autres Français parce qu'il est catholique. Certes, les pratiquants sont un peu plus nombreux que les non-pratiquants à exprimer une différenciation, mais elle est loin d'être majoritaire : ils ne sont que 19 % à l'affirmer. L'écart entre pratiquants et non-pratiquants est beaucoup plus significatif dans la place qu'ils accordent à la foi dans leur vie : les premiers sont 77 % à la dire primordiale, tandis que les seconds ne sont que 31 % à le revendiquer.

Comme expliquer cette absence de « tribalisme » parmi les catholiques, qui est une singularité française ? Une première explication réside dans la place qu'occupe historiquement l'identité nationale dans nos appartenances collectives : elle a été instaurée comme une citoyenneté politique, par-delà – et même contre – les appartenances religieuses : dans l'imaginaire français la seule communauté légitime est la nation. C'est une option que les catholiques auraient majoritairement épousée et acceptée. Mais l'explication peut être aussi d'un autre ordre : si les catholiques ne se sentent pas différents des autres Français, c'est tout simplement parce qu'ils se considèrent comme croyants d'une religion dont ils pensent qu'elle a façonné notre société et nos valeurs. Ainsi, leur identité religieuse se confond – ou fusionne – avec l'identité du pays. Après tout, la France n'est-elle pas fille aînée de l'Église ?

À ce stade de l'analyse, il semble évident que les deux options cohabitent et qu'elles divisent les catholiques. En témoigne le débat qui les agite sur la crise de l'identité nationale et sur le remède qu'ils approuvent pour la résorber. 47 % des personnes interrogées pensent que l'identité de la France en train de disparaître. 47 % pensent le contraire. Le fait que seul 6 % d'entre eux ne prennent pas position sur cet enjeu montre à quel point la tension est vive. Cette tension se métabolise dans leur rapport à l'Islam ; elle s'exprime également dans leur désir, majoritaire, de voir la France revendiquer ses racines chrétiennes – un chiffre qui s'élève à 69 % chez les pratiquants.

Une partie des catholiques semble vouloir qu'on rappelle qui est la majorité – vis-à-vis de l'Islam – et ce que la société doit à son histoire chrétienne. Une autre partie pense que l'enjeu est ailleurs. La bataille pour le contrôle du récit national – qui opposa, au XIXe siècle, la République à l'Église – est-elle en passe d'être rouverte ? Ceux qui

(10) Alex Mucchielli, L'identité, Paris, Presses Universitaires de France, 1992, p.127.



veulent la mener ne manquent pas de valider cette lecture de l'opinion. Mais c'est enfermer les catholiques dans une dualité qui occulte toute la complexité des rapports qu'ils entretiennent à leur identité.

Avec l'approche typologique, trois modèles d'appartenance émergent dans l'opinion catholique.
Le premier modèle, qui rassemble catholiques multiculturalistes et catholiques libéraux, est de l'ordre de l'appartenance « légère » et « apaisée ». Elle est légère, au sens où les membres de ces deux groupes ne se sentent absolument pas différents des autres Français, et que la communauté de valeurs qu'ils éprouvent entre catholiques est sensiblement la même que celle qu'ils éprouvent avec la plupart des musulmans. Leur identité catholique est donc une dimension de leur identité personnelle et collective, mais elle n'est pas la seule et elle n'est pas centrale.

« Le terreau est semé. On l'exploite ou on ne l'exploite pas. »
(FEMME, 35-49 ANS, CATHOLIQUE LIBÉRALE)

Les libéraux rapportent cette dimension de leur identité à leur éducation – celle qu'ils ont reçue, celle qu'ils transmettent : « on a été élevé comme ça » (Homme, 50-64 ans) ; « je la vis à travers mes enfants ; ma fille a la foi » (Homme 35-49 ans). L'attitude d'un catholique relève aussi, pour certains, du cadre familial structurant et de la discipline sociale : être catholique c'est « rester dans les clous » (Femme, 35-49 ans). Leur rapport à la foi est de l'ordre du ressort intime : « c'est à l'intérieur de moi » (Homme, 35-49 ans). Il est exprimé à travers des mots similaires à ceux du développement personnel, de la « spiritualité » :

« Il y a une espèce de bonheur. On se sent un peu mieux, je prends ce qu'il y a. »
(HOMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE LIBÉRAL)

La pratique religieuse valorisée est celle de la juste distance, par opposition à celle des catholiques qu'ils disent « fanatiques » dès que « la religion prend une place trop importante » (Femme, 35-49 ans). Elle est « trop importante » dès qu'elle est politique, car le politique occulte le plus essentiel :

« Les catholiques sont trop politiques. On est plus dans le partage de l'autre. »
(FEMME, 35-49 ANS, CATHOLIQUE LIBÉRALE)

« Partage », « entraide », « gentillesse », « bienveillance », « respect », « tolérance » sont autant de valeurs présentées par eux comme « catholiques » mais qui pourraient tout autant être qualifiées d'humanistes. Les libéraux sont donc attachés à des valeurs, qui ne vont pas sans spiritualité personnelle, mais plus distante de l'institution.
Ils se distinguent sur ces deux points des multiculturalistes, plus enclins à mettre en avant leur foi qu'une communauté de valeurs. On notera même qu'ils considèrent davantage que la plupart des musulmans ont des valeurs similaires aux leurs qu'ils ne pensent partager un grand nombre de valeurs avec les catholiques : ici émerge une nouvelle fois ce sentiment, très marqué chez les multiculturalistes, que les catholiques dans leur ensemble ont opté pour le repli.

L'identité catholique de ces deux groupes est légère, mais elle est aussi apaisée : ils ne se sentent pas menacés dans leur appartenance ; ils n'ont pas le sentiment que l'identité de la France soit menacée. Le lien qu'ils établissent entre leur identité catholique et l'identité du pays est ténu : seul un multiculturaliste sur quatre est favorable à ce que la France revendique ses racines chrétiennes. Chez les libéraux, cette opinion est davantage partagée (37 %), mais elle n'est pas majoritaire. C'est parce qu'ils en perçoivent d'abord le caractère polémique et clivant :

« Évidemment [que la France a des racines chrétiennes], mais quand c'est brandi, c'est un problème. »
(HOMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE LIBÉRAL)

En somme, les membres de ces deux groupes ne se contentent pas d'acter la sécularisation de la société : ils ont aussi acté qu'ils vivaient dans une société multiconfessionnelle et ils le vivent majoritairement bien. Pour les libéraux, elle est la conséquence d'un monde ouvert. Pour qu'il fonctionne, il est préférable que la foi reste dans la sphère de l'intime. Pour les multiculturalistes, elle est la conséquence d'une évolution globale de la société. Pour qu'elle soit enrichissante, il est nécessaire de reconnaître à chacun le droit de vivre sa foi, y compris publiquement. Ce qu'ils rejettent, c'est la tentation qu'ils jugent forte parmi les catholiques d'annexer l'histoire collective de la nation.

Un deuxième modèle d'appartenance émerge autour des catholiques nationalistes et des catholiques en insécurité culturelle :

il peut être qualifié d'appartenance « refuge ». Un diptyque histoire-valeurs de haute intensité se dégage : 80 % des membres de ces deux groupes se sentent à la fois en communauté de valeurs avec les catholiques et plébiscitent la revendication des racines chrétiennes. Ils inscrivent donc leur appartenance dans un ensemble de pairs et un collectif national. La charge émotionnelle attribuée à ces deux items est à la hauteur de la crise d'identité diagnostiquée par ces catholiques : là aussi, ils sont près de huit sur dix à adhérer à l'idée que l'identité de la France est en train de disparaître. Cette inquiétude semble d'abord culturelle : l'importance accordée à la foi vient après, même si elle concerne six membres de ces deux groupes sur dix. Leur identité catholique est un pilier de leur existence, mais c'est parce qu'il s'agit d'un pilier fragile qu'ils demandent à ce qu'on renforce ses fondations.

« [Les catholiques], c'est une espèce en voie de disparition. »
(HOMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE EN INSÉCURITÉ CULTURELLE)

« Toutes ces églises qui ferment. On est en train de disparaître. Il y a un mépris pour la religion d'origine. »
(FEMME, 65-74 ANS, CATHOLIQUE NATIONALISTE)

Si les inquiétudes de ces deux groupes sont proches en intensité, elles ne se confondent pas pour autant. C'est ce que l'enquête qualitative permet de percevoir. Les catholiques nationalistes invoquent à la fois les dimensions « cultuelles » et « culturelles » de leur identité catholique : ils les renvoient au « rite » et à « la tradition », à ce qui est « ancestral » et à des « marques » : crèches, fêtes du calendrier, clochers, piété populaire. L'identité chrétienne se confond avec la chrétienté.

« On est chrétien pour ce qu'on est. Et j'estime que la France, c'est quelque chose. »
(HOMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE NATIONALISTE)

« C'est devenu l'ADN culturel de la France. »
(FEMME, 65-74 ANS, CATHOLIQUE NATIONALISTE)

Cet attachement, qui est d'abord culturel, peut être déconnecté de la foi :

« Ma fille n'a pas supporté de ne pas pouvoir mettre sa croix, mais elle ne va pas à la messe. »
(HOMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE NATIONALISTE)

Du ressort de l'intériorité – « c'est une flamme intérieure » – l'attachement à la pratique et à la foi est aussi décrit comme « idéal », voire « naïf ».
S'ils font référence aux racines, c'est parce qu'ils ont le sentiment de voir un monde s'évanouir, et un nouveau apparaître, dont ils ont du mal à percevoir le sens. En témoigne la référence au changement de rites funéraires, que les historiens identifient comme le signe d'un changement de civilisation :

« J'ai assisté une fois à une crémation. J'en ai été traumatisée. Il n'y avait rien. »
(FEMME, 65-74 ANS, CATHOLIQUE NATIONALISTE)

Cette disparition d'un monde, observée avec nostalgie, est liée à leurs yeux à la montée de l'individualisme contemporain :

[l'amour, la famille, l'ouverture de cœur, la compréhension d'autrui], « c'est des valeurs qui existent, mais elles sont compliquées à tenir, quand on regarde dans le monde, l'égoïsme. »
(HOMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE NATIONALISTE)

Ce sentiment d'extinction n'est jamais décrit comme une remise en cause de la sécularisation : bien au contraire, elle est à leurs yeux partie prenante du monde catholique auquel ils se sentent appartenir : « c'est une religion avec laquelle on peut prendre de la distance. » (Homme, 50-64 ans) ; « On n'est pas obligé de penser quelque chose » (Homme, 50-64 ans). L'identité telle qu'elle est explicitée par les catholiques nationalistes est plutôt de l'ordre de l'identité épaisse[11] et son expression est d'abord de l'ordre de la revendication.
Parmi les catholiques en insécurité culturelle, la « souplesse » par rapport à la règle est également soulignée, par opposition à ce qui est perçu de l'Islam : « pour moi c'est un progrès d'être moins strict. C'est bien de ne pas trop suivre littéralement les textes. » (Homme, 25-34 ans). Les racines chrétiennes sont décrites comme « le socle » : « c'est les fondations de la France ». Mais elles sont connectées à des valeurs avant d'être liées à des traditions : « la morale », « le bien », « l'amour de l'autre et de soi », « le partage », « l'entraide ». Les signes culturels sont bien évoqués, mais en second : « il y a l'art, le patrimoine, il ne faut pas oublier. » (Femme, 50-64 ans). Le groupe relie plus volontiers les valeurs à la foi, l'intime au collectif, et l'unité est exprimée sous le registre de la communion :

« Je vais à la messe. Je me l'impose. C'est un rendez-vous avec Jésus. »
(HOMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE EN INSÉCURITÉ CULTURELLE)

« Dans l'office, ce qui est beau, c'est l'unité de présence, de pensée, de prière (…). Je plains beaucoup ceux qui ne connaissent pas ça. »
(FEMME, 65-74 ANS, CATHOLIQUE EN INSÉCURITÉ CULTURELLE)

Là où les catholiques nationalistes convoquent les racines en réaction à un monde qui s'éteindrait, les catholiques en insécurité culturelle ont surtout le sentiment de ne pas être estimés ou respectés à leur juste valeur :

« C'est terrible à dire, mais ça passe mieux, "chrétien" que "catho". On a l'impression que c'est réducteur. (…) Par manque de culture, il y a des stéréotypes. "Catho", c'est péjoratif. »
(FEMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE EN INSÉCURITÉ CULTURELLE)

« Si on dit qu'on est croyants, on passe pour des ringards. »
(FEMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE EN INSÉCURITÉ CULTURELLE)

(11) La distinction entre identité fine et identité épaisse a été introduite par le sociologue Tommie Shelby pour décrire la fabrique de l'identité noire. L'identité épaisse est fondée sur une histoire, des valeurs, et une culture commune (ou supposée telle), qui différencie ce groupe des autres groupes, quand l'identité fine est limitée à l'expérience d'une discrimination et à la conscience de cette expérience. Voir Tommie Shelby, « Foundations of Black Solidarity : Collective Identity or Common Oppression ? », Ethics, 112, janvier 2002, p. 231-266.

Ils expriment ainsi, non sans tristesse, le sentiment de devoir occulter une part d'eux-mêmes, y compris à leur environnement proche, notamment dans le cadre du travail :

« Je le cache, je n'en parle jamais. J'ai peur qu'on se moque de moi. »
(FEMME, 35-49 ANS, CATHOLIQUE EN INSÉCURITÉ CULTURELLE)

Ceux que nous avons entendus sont en revanche très partagés sur toute forme de revendication, pour eux-mêmes, et par extension pour les autres religions : leur désir d'être reconnu est davantage de l'ordre de l'identité fine. C'est l'identité assignée qui leur pose un problème.
Ceci explique en partie leur rapport aux musulmans, qui les distingue des catholiques nationalistes : 47 % d'entre eux adhèrent à l'idée que la plupart des musulmans ont des valeurs similaires aux leurs contre 32 % des catholiques nationalistes. En revanche, ce qu'ils perçoivent comme une démonstration de foi, une « visibilité », une forme de revendication d'une identité épaisse leur pose une véritable difficulté. La tentation de recourir à des revendications catholiques collectives d'ordre identitaire est présente en réaction, mais elle les divise.
Catholiques nationalistes et catholiques en insécurité culturelle partagent donc une identité refuge. Mais les premiers la vivent davantage comme une revendication culturelle, quand les seconds l'expriment davantage sous le mode du doute existentiel. Les premiers revendiquent d'être la majorité, quand les seconds sont dans une prise de conscience de faire partie de la minorité – et expriment plus facilement un désir de reconnaissance : « on nous oublie un peu » (Femme, 50-64 ans, catholique en insécurité culturelle).

Entre ces deux modèles de l'identité catholique – une identité légère et une identité refuge – prennent place les nationalistes sécularisés. Leur identité catholique est la plus légère : c'est parmi eux que l'appartenance à la foi et à une communauté de pairs est la plus faible. Ils ne sont que 15 % à penser qu'ils partagent des valeurs similaires à celles des autres catholiques, et 6 % à avancer que la foi tient une place primordiale dans leur vie. En revanche, près d'un sur deux pensent que la France doit revendiquer ses racines chrétiennes, et 56 % que l'identité du pays est en train de disparaître. C'est parce que leur sentiment d'appartenance à la France est inquiète qu'ils la raccrochent, partiellement du moins, à une histoire dans laquelle ils aspirent à s'ancrer, pour ne pas être oubliés.
De fait, les catholiques sont évoqués comme un groupe extérieur au leur : « je suis catholique sans être catholique » (Homme, 35-49 ans) ; « personnellement, je suis catholique parce que mes parents l'étaient » (Homme, 35-49 ans). La foi est parfois présentée comme un acte impossible, ou comme l'expression d'une spiritualité propre, plus en rapport avec les moments de difficulté et de souffrance, qu'avec le développement personnel comme on pouvait l'entendre parmi les catholiques libéraux :

« En fonction des moments de la vie, on a besoin de se raccrocher à quelque chose, à des signes. Est-ce que c'est être catho ? Je ne pense pas. »
(FEMME, 35-49 ANS, NATIONALISTE SÉCULARISÉE)

Le sacré occupe donc une place marginale dans leur existence. Il n'est pas non plus un moteur ou une raison pour l'entraide. La culture catholique s'ancre à leurs yeux dans le passé et appartient au passé :

« Être catholique, c'est "folklore" : on ne peut plus croire à ce qu'ils disent. C'est une forme de coaching, mais ils ont fait de belles églises. »
(HOMME, 35-49 ANS, NATIONALISTE SÉCULARISÉ)

Cette évocation ne se fait pas sans affection. Il est fait plusieurs fois référence aux sacrements de baptême et de communion, reçus le plus souvent à la demande des parents, et vécus comme des temps festifs importants. On retrouve un attachement à la piété populaire, aux gestes, aux rites, proche de celui qu'expriment les catholiques nationalistes :

« Les gens ne pérennisent pas l'esprit catho chez eux. Chez ma grand-mère, on faisait la petite prière à Marie. J'en ai gardé de bons souvenirs. »
(FEMME, 35-49 ANS, NATIONALISTE SÉCULARISÉE)

Ce qui demeure également dans leur esprit, c'est l'Église comme institution, et notamment comme organisatrice de la vie sociale :

« Quand j'étais gamine, il n'y avait pas d'autres religions. À l'époque, c'était important, mais plus maintenant. »
(FEMME 35-49 ANS, NATIONALISTE SÉCULARISÉE)

La disparition de cette symbolique est rattachée à la crise de l'identité française, cette identité dans laquelle ils placent toute leur attente mais dont ils ont le sentiment qu'elle disparaît, au sens où ce qui fait destin commun disparaît. Et c'est là le cœur de leur inquiétude.

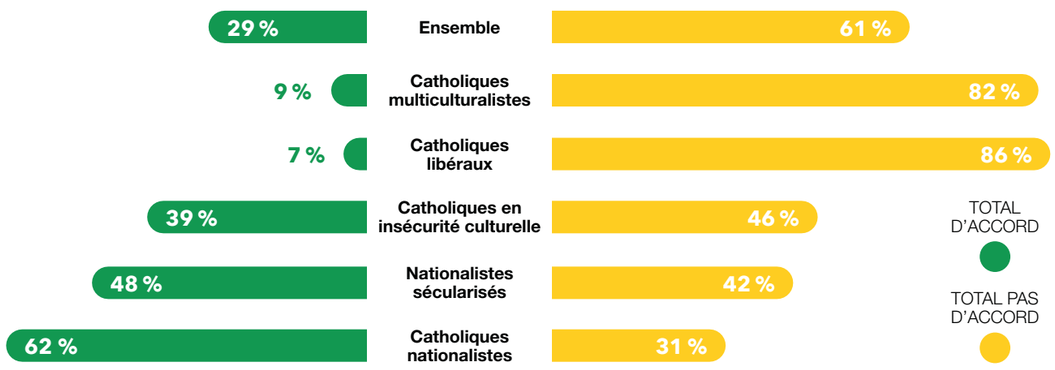
« Nous, les purs Français, on est en minorité. C'est pour ça que Marine Le Pen n'arrivera jamais au pouvoir. »
(FEMME, 25-34 ANS, NATIONALISTE SÉCULARISÉE)

Dans leur rapport au monde et leur rapport à l'autre, les catholiques s'interrogent peut-être d'abord sur eux-mêmes. Quelle est leur place, quel est leur rôle dans une société non seulement sécularisée — où la culture qui a été la leur est moins visible qu'elle a pu l'être auparavant — mais aussi multiconfessionnelle – où il faut vivre sa foi au milieu d'autres croyants ? La rencontre avec les migrants, qui constituent une forme d'altérité radicale, éveille ou réveille ces interrogations sur leur identité catholique. Dans leur grande majorité, les nouvelles générations assument cette condition nouvelle ; d'autres ont davantage de difficultés à la vivre. Le fait de se percevoir comme « minoritaires » peut conduire à une forme de réaffirmation identitaire. Les catholiques nationalistes sont en partie habités par cette tentation. Mais cette perception peut aussi déboucher sur une aspiration au dialogue et sur une foi vivante et engagée. Elle est présente dans tous les autres groupes. Travaillée, l'identité catholique est sans nulle doute un facteur d'engagement et d'hospitalité.

Une majorité à consolider.

Cette pluralité de visions du monde et ces perceptions divergentes sont-elles insurmontables ? L'enquête montre que des perceptions négatives ne débouchent pas toujours sur des attitudes d'hostilité et que le niveau d'engagement des catholiques n'est pas entièrement lié à leurs propres attitudes. Il existe de vrais points de convergence en faveur de l'hospitalité et des stratégies peuvent être élaborées pour consolider cette majorité dans le temps.

« Nous devons fermer complètement nos frontières aux migrants car nous ne pouvons pas les accueillir actuellement »



IL Y A UNE MAJORITÉ POUR REFUSER LA FERMETURE TOTALE DES FRONTIÈRES

Les catholiques ont beau avoir des perceptions divergentes des migrants, ils sont une majorité à soutenir des positions modérées sur les politiques migratoires. Ainsi en est-il des frontières : 61 % d'entre eux refusent qu'elles soient totalement fermées aux migrants.

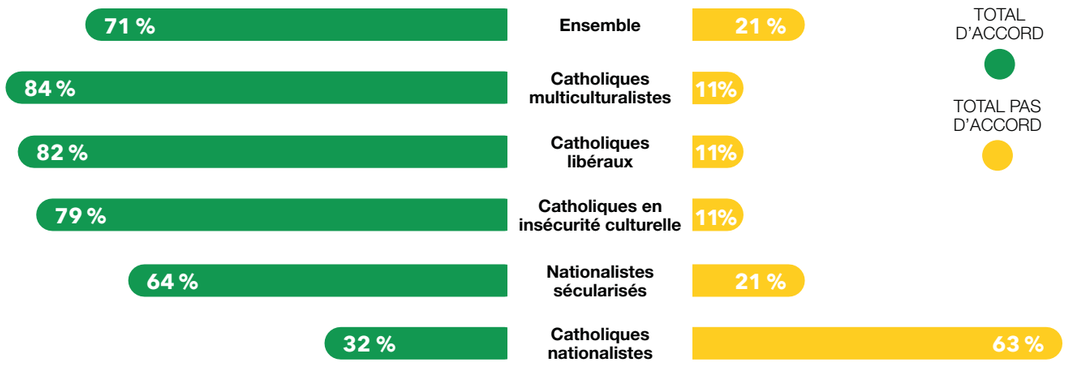
Sans surprise, multiculturalistes et libéraux sont les premiers à exprimer leur refus de la fermeture. Mais ils sont tout de même rejoints par 46 % des catholiques en insécurité culturelle et 42 % des nationalistes sécularisés. Seuls les catholiques nationalistes expriment très fortement leur désir de voir les frontières étanches : 41 % sont tout à fait d'accord avec cette proposition, contre 24 % des nationalistes sécularisés, plus nuancés.
Sur cet item, une vraie divergence existe entre les catholiques et la population globale. Nous lui demandions, en 2016, de se prononcer sur la même proposition, concernant cette fois non pas les migrants mais les *réfugiés*, un terme a priori moins polémique : ils n'étaient que 29 % à désapprouver la fermeture. L'écart de 32 points est particulièrement significatif. Il l'est encore davantage s'agissant des groupes les plus ouverts : 34 % des multiculturalistes français s'opposaient à la fermeture des frontières. Ils sont 82 % parmi les multiculturalistes catholiques et 86 % parmi les catholiques libéraux, soit un écart de 50 points.
Dans une série d'enquêtes menées entre septembre 2015 et septembre 2017, l'Ifop notait que le chiffre de Français opposés à l'accueil restait relativement stable : à trois reprises, 63 % se disaient en accord avec la proposition selon laquelle « Notre pays compte déjà beaucoup d'étrangers ou de personnes d'origine étrangère et accueillir des immigrés supplémentaires n'est pas possible »[12]. Cet écart entre l'enquête globale et cette enquête ne peut donc s'expliquer uniquement pour des raisons d'évolution de l'opinion dans le temps. Il y a bien une spécificité catholique : elle s'exprime dans un refus majoritaire des solutions à l'emporte-pièce. Ni dans un sens – la fermeture totale – ni dans l'autre – l'ouverture totale – au nom d'un devoir d'accueil.
Cette modération se retrouve par exemple dans la critique dont font l'objet les propositions de Marine Le Pen en matière de politique migratoire y compris parmi des catholiques très sceptiques quant à l'accueil : « Fermer les frontières ? On ne peut pas vivre en autarcie. » (Femme, 50-64 ans, catholique en insécurité culturelle) « Marine Le Pen ? Elle met tout le monde dans le même sac » (Femme, 35-49 ans, catholique en insécurité culturelle).

IL Y A UNE MAJORITÉ POUR PROMOUVOIR L'INTÉGRATION PAR LE TRAVAIL.

Une majorité se dégage également pour promouvoir l'intégration des migrants par le travail, et notamment par la reconnaissance de leurs compétences et de leurs diplômes. 71 % des catholiques approuvent cette proposition, majoritaire dans tous les groupes, excepté parmi les catholiques nationalistes. Elle est certes soutenue avec nuance : les catholiques sont enclins à se dire « plutôt d'accord » avec cette mesure que « tout à fait d'accord ». Ceux qui sont

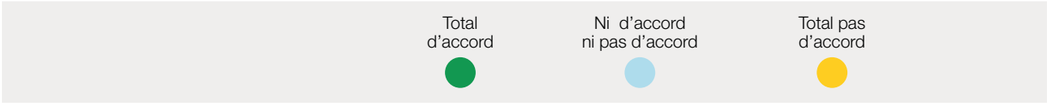
(12) « Les Européens et la question des migrants », Enquête Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et Friedrich- Ebert Stiftung Paris, septembre 2017

« Les niveaux d'éducation et de qualifications des migrants devraient être reconnus en France, et ils devraient être aidés et encouragés pour trouver un emploi approprié »

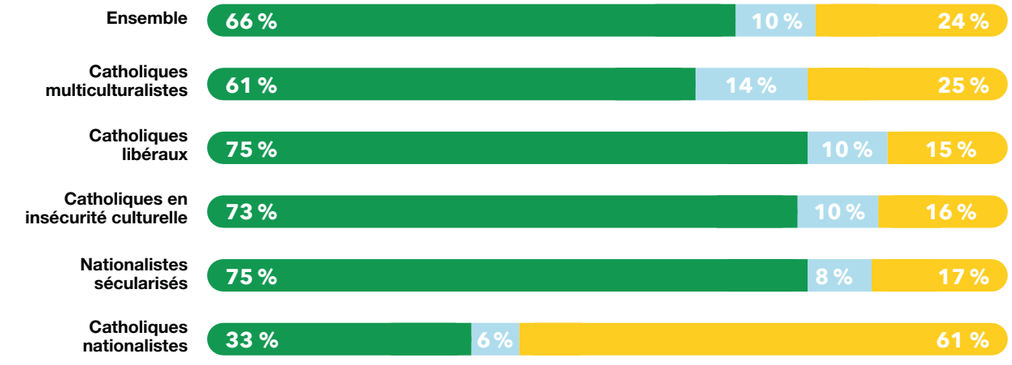


plus bienveillants envers les migrants la plébiscitent également davantage que ceux qui expriment une défiance de principe. Le fait qu'elle soit majoritaire parmi les nationalistes sécularisés, qui se vivent pourtant en concurrence directe avec les migrants pour l'accès au marché du travail, a par ailleurs de quoi surprendre.

Plusieurs facteurs pourraient expliquer ce soutien à l'intégration par le travail. Le premier est propre au débat public : cet enjeu était au cœur des discussions engagées par le député Aurélien Taché dans son rapport « pour une politique ambitieuse d'intégration des étrangers arrivant en France ». Au moment où cette enquête a été réalisée, il a fait l'objet d'un traitement particulier dans la presse.
Le deuxième a trait à l'évolution de l'opinion globale sur la perception des flux migratoires : comme l'a souligné Jérôme Fourquet à l'occasion de la parution de l'enquête sur « les Européens et la question des migrants » en septembre 2017, les Français ont compris que les nouveaux arrivants n'étaient pas là que de passage, mais que leur présence allait durer. L'intégration est donc devenue un enjeu majeur.
Le troisième facteur s'ancre dans une représentation, plus fondamentale encore, du travail comme valeur et mode privilégié d'insertion sociale : celui qui a un travail et fait ses preuves par le travail est considéré comme « socialisé ». Cette approche est forte dans les attitudes envers les migrants, et dans la place qu'occupent les travailleurs immigrés dans les imaginaires collectifs. Ainsi, deux catholiques sur trois adhèrent à l'idée que « les migrants exercent souvent des métiers nécessaires, mais que les Français ne veulent pas exercer ». Les plus âgés (73 % des 75 ans et plus) sont ceux qui y adhèrent le plus : sans doute gardent-ils en mémoire les vagues d'immigration précédentes, et notamment celles des années 1960, symboles à leurs yeux d'une intégration réussie et d'une époque vécue comme



« Les migrants exercent souvent des métiers nécessaires, que les Français ne veulent pas exercer »



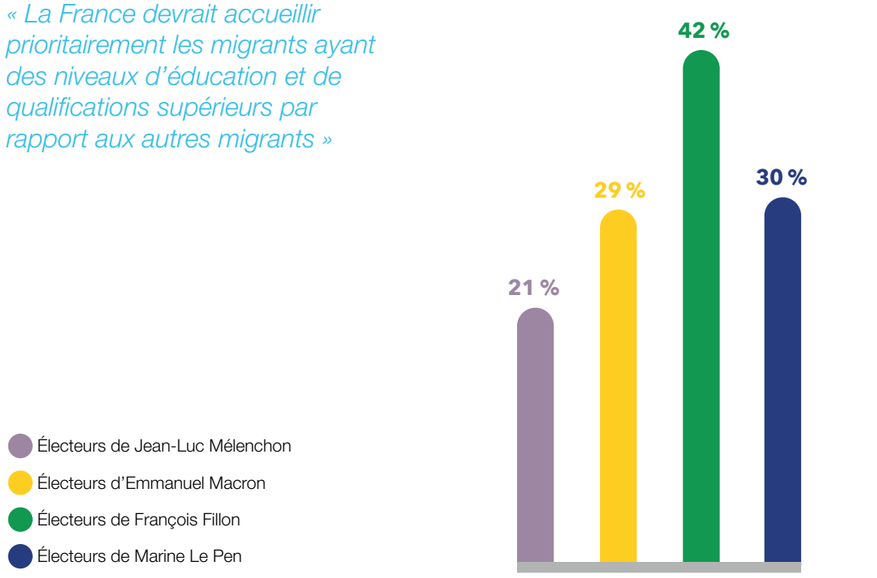
stable et florissante, celle des Trente Glorieuses.
C'est parmi les catholiques libéraux, les catholiques en insécurité culturelle et les nationalistes sécularisés que cette affirmation rencontre le plus de soutiens. Chez les nationalistes sécularisés, elle prend par exemple la forme d'une valorisation des populations immigrées, déjà présentes sur le territoire, par opposition aux nouveaux arrivants.
On notera également que les multiculturalistes soutiennent un peu moins cette option : sans doute y voient-ils l'expression d'une immigration choisie, que par principe ils récusent.

Focus : l'immigration choisie.

L'immigration choisie n'est soutenue que par 28 % des catholiques, davantage chez les 65 ans et plus (36 % des 65-74 ans et 37 % des 75 ans et plus), et chez les catholiques au revenu supérieur à 4000€ mensuels (37 %). En vérité, elle ne trouve son public (très relatif) qu'auprès des électeurs de François Fillon, qui ont gardé en mémoire la position défendue par Nicolas Sarkozy en 2007.

La mesure coalise contre elle à la fois ceux qui sont opposés au principe du « choix » et ceux qui sont opposés plus généralement à l'immigration :
« L'immigration choisie, le tri, c'est comme si on se servait. » Homme, 50-64 ans, catholique libéral, électeur d'Emmanuel Macron)
« Ils ne leur disent pas la vérité : ce n'est pas parce qu'ils sont en France qu'ils vont réussir. » (homme, 35-49 ans, nationaliste sécularisé, électeur de Marine le Pen)
Dans l'électorat de droite, la distinction politique entre réfugiés et « migrants économiques » est devenue davantage structurante.

« La France devrait accueillir prioritairement les migrants ayant des niveaux d'éducation et de qualifications supérieurs par rapport aux autres migrants »



IL Y A UN TRÈS HAUT NIVEAU D'ENGAGEMENT.

Plus enclins à prendre position dans le débat sur l'hospitalité, les catholiques sont aussi plus nombreux à s'engager concrètement et matériellement en faveur des migrants. Dans notre enquête sur la population globale, un Français sur trois déclarait avoir fait un don ou une action en faveur des réfugiés sur les douze derniers mois. Un catholique sur deux déclare s'être engagé en faveur des migrants. C'est sur les dons matériels et financiers que la différence est la plus perceptible : 38 % des catholiques ont fait un don matériel contre 18 % des Français. 14 % ont fait un don financier, contre 9 % des Français.

L'engagement est plus fort parmi les pratiquants : 40 % ont fait un don matériel ; 22 % un don financier, 13 % ont fait du bénévolat en faveur des migrants – soit cinq points de plus que l'ensemble des catholiques. Un quart des pratiquants ont accueilli un ou plusieurs migrants dans leur paroisse. Et 10 % des catholiques qui vont à la messe tous les dimanches, parmi ceux que nous avons interrogés, ont accueilli un ou plusieurs migrants chez eux. Cela souligne l'effet d'entraînement et de cohésion de l'assemblée ecclésiale. La paroisse demeure un carrefour d'engagement pour les catholiques.

Chaque génération a son mode d'engagement privilégié. Les plus âgés sont plus enclins à faire des dons financiers : c'est le cas de 22 % des plus de 75 ans. Les jeunes partagent plus de récits positifs sur Internet. 11 % des moins de 35 ans ont fait du bénévolat, contre 7 % des plus de 35 ans. L'effet de genre est aussi perceptible : 43 % des femmes ont fait un don matériel en faveur des migrants, contre 31 % des hommes.

Autre constat : même si c'est dans des proportions différentes, tous les groupes s'engagent. Chacun d'entre eux compte, a minima, plus de 20 % de donateurs. Sans surprise, l'engagement est plus fort dans les deux groupes les plus ouverts. Les multiculturalistes sont à la fois un peu plus actifs dans les paroisses et plus engagés politiquement : 18 % ont signé une pétition, 10 % se sont mobilisés sur les réseaux sociaux, 8 % ont accueilli des migrants chez eux. Les libéraux comptent davantage de donateurs financiers (21 %).

C'est sur les catholiques en insécurité culturelle que « l'effet paroisse » est le plus perceptible : 16 % d'entre eux déclarent avoir accueilli un ou plusieurs migrants dans leur paroisse. Enfin, il est notable que même parmi les groupes les plus hostiles à l'accueil, on trouve des donateurs. C'est particulièrement visible parmi les catholiques nationalistes, dont 23 % ont fait un don matériel. L'engagement paraît donc en partie décorrélé des attitudes.

LES ACTIONS PERSONNELLEMENT MISES EN PLACE POUR VENIR EN AIDE AUX MIGRANTS

	Catholiques multiculturalistes	Catholiques libéraux	Catholiques en insécurité culturelle	Nationalistes sécularisés	Catholiques nationalistes	Pratiquants	Ensemble des catholiques	Population globale 2016 (réfugiés)
Fait don de nourriture, de vêtements ou d'autres objets pour aider les migrants	49	45	37	28	23	40	38	18
Fait un don financier à une association qui vient en aide aux migrants	16	21	13	5	9	22	14	9
Accueilli un ou plusieurs migrants dans votre paroisse	15	9	16	4	7	25	11	-
Signé une pétition pour soutenir les migrants	18	12	7	3	2	7	9	8
Fait du bénévolat pour aider les migrants	10	12	9	3	3	13	8	7
Partagé des récits positifs sur les migrants sur Internet	10	6	6	4	-	4	6	5
Accueilli personnellement un ou plusieurs migrants chez vous	8	2	2	-	2	6	3	2
Contacté un homme ou une femme politique pour lui demander de soutenir les migrants	3	2	2	0	3	4	2	3

> 40 % > 25 % > 15 % > 10 %

Comment expliquer ce fort taux d'engagement, observé y compris chez les catholiques les plus réticents à l'accueil ?

LES RAISONS EXPLIQUANT L'AIDE APPORTÉE AUX MIGRANTS

	Catholiques multiculturalistes	Catholiques libéraux	Catholiques en insécurité culturelle	Nationalistes sécularisés	Catholiques nationalistes	Ensemble des catholiques	Pop globale 2016 (réfugiés)
En tant qu'être humain vous compatissez avec les migrants	85	87	63	72	48	76	
Cela fait partie de vos convictions religieuses ou de votre foi d'aider les personnes dans le besoin	48	55	61	49	58	54	19
En tant que catholique, vous vous sentez solidaire avec les chrétiens persécutés	19	26	47	29	43	31	-
votre famille a elle aussi été contrainte de quitter son pays autrefois	8	9	7	11	19	9	8
Aucune de ces raisons	32	18	14	23	22	22	6

> 70 % > 50 % > 30 % > 20 %

L'émotion est le premier facteur : la compassion est citée par tous les groupes, et domine fortement chez les plus ouverts et les plus sécularisés.
La foi vient en deuxième, avec un effet plus notable chez les catholiques en insécurité culturelle et les catholiques nationalistes : elle joue même, d'une certaine façon, contre leurs émotions. Son effet est d'ailleurs plus partagé dans l'ensemble des groupes : entre ceux qui la citent le moins (48 % des multiculturalistes) et ceux qui la citent le plus (61 % des catholiques en insécurité culturelle) l'écart est de 13 points, contrairement à la compassion pour laquelle 37 points séparent les catholiques nationalistes des multiculturalistes. Même si elle est moins incitante, elle est plus unifiante.
Il existe également un fort sentiment de solidarité avec les chrétiens d'Orient. Il est nettement plus présent chez les pratiquants

(47 % en font mention) que chez les non-pratiquants (25 %), et davantage chez les plus âgés (50 % des 75 ans et plus) que chez les plus jeunes (22 % des moins de 35 ans). Faut-il l'interpréter comme une « solidarité communautaire » ou comme une « communion solidaire » ? La solidarité avec les chrétiens d'Orient a été quelque peu instrumentalisée par ceux qui prônaient l'accueil sélectif des migrants selon leur confession. À ce titre, il faut noter qu'un quart des catholiques nationalistes qui ont fait un don en faveur des migrants citent en premier leur solidarité avec les chrétiens persécutés comme motif d'engagement. L'argument ne laisse pas non plus insensible les catholiques en insécurité culturelle :

« Avec les Chrétiens d'Orient, c'est plus facile de trouver des points communs. »

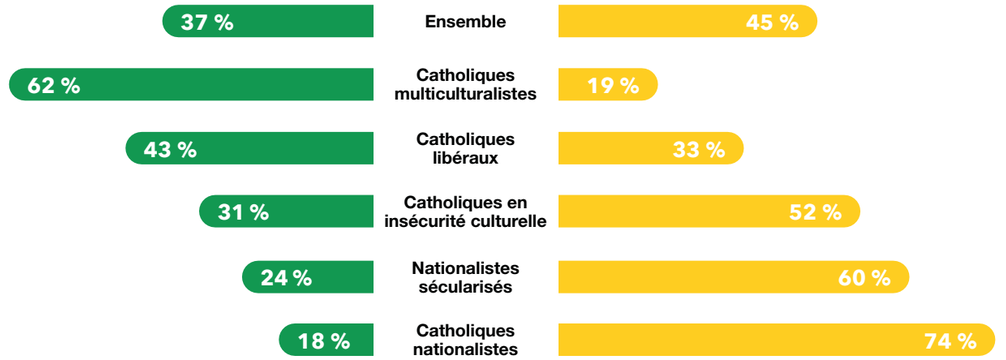
(FEMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE EN INSÉCURITÉ CULTURELLE)

Mais l'Eglise a depuis longtemps déjà, via l'œuvre d'Orient par exemple, mis en place un dispositif en faveur de l'aide et de l'accompagnement des minorités chrétiennes. Le soutien aux chrétiens persécutés n'est pas uniquement motivé par des questions culturelles.
Il faut enfin souligner que c'est parmi les catholiques nationalistes qu'on trouve une part importante de personnes citant le fait que leur famille ait dû fuir autrefois leur propre pays pour justifier leur engagement : ils sont 19 % dans ce cas, alors même que la proportion de personnes dont un parent est né à l'étranger se situe dans la moyenne basse des catholiques – seuls 20 % sont dans ce cas, contre 25 % des multiculturalistes. Toujours est-il que le fait d'avoir connu dans sa propre famille la douleur de l'exil nourrit une forme de compassion pour les nouveaux arrivants : elle est moins universelle et davantage de l'ordre de la réciprocité.

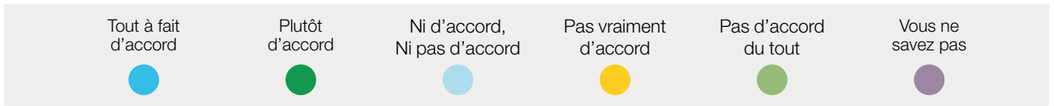
IL Y A AUSSI UNE MAJORITÉ POUR LE PESSIMISME.

Le fait que les attitudes favorables à l'accueil soient majoritaires et que l'engagement soit élevé doit cependant être tempéré par le degré de pessimisme dont font preuve les catholiques : si l'accueil des migrants est justifié, si leur intégration est souhaitable et possible, rien ne garantit son succès. En la matière, les catholiques sont à convaincre : une majorité d'entre eux pensent qu'ils n'y parviendront pas. Parmi les groupes, seuls les multiculturalistes sont majoritairement convaincus du contraire, et ce soutien décroît à mesure qu'on change de groupe. Soutenir l'idée que la plupart des migrants qui viennent en France réussiront à s'intégrer dans la société relève de l'acte militant, voire de l'acte de foi.
On notera d'ailleurs que les catholiques pratiquants sont un peu plus nombreux à le penser : 40 % se reconnaissent dans cet optimisme, contre 36 % des non-pratiquants. L'adhésion est également un peu plus marquée parmi les catholiques dont au moins un des parents est né à l'étranger : ils sont 39 % à répondre favorablement, contre 36 % parmi les « natifs ». Elle est aussi plus nette parmi les catholiques les moins diplômés, et ceux dont les revenus sont les plus faibles, parmi les plus âgés (44 % des 75 ans et plus) : ceux qui ont vu des générations s'installer précédemment et trouver leur place, et ceux qui les côtoient au quotidien, sont visiblement plus optimistes.

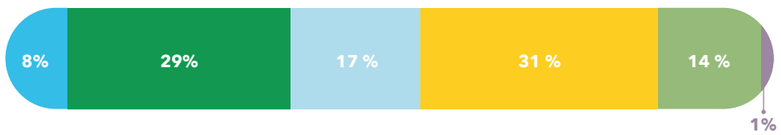
« La plupart des migrants qui viennent en France réussiront à s'intégrer dans la société »



En vérité les catholiques optent plutôt pour une position d'attente sur la réussite des intégrations futures : ils ne sont que 8 % à se dire « tout à fait d'accord » et 14 % « pas d'accord du tout ». Ce flottement, qui décrit bien les doutes qui saisissent les catholiques sur les décisions collectives à prendre, appelle un travail de conviction.



« La plupart des migrants qui viennent en France réussiront à s'intégrer dans la société »



Conclusion et recommandations.

Prochain pour les uns, menace pour les autres, le migrant cristallise les aspirations ou les peurs. En vérité, dès qu'il s'agit d'attitudes, la situation vécue par les personnes en exil semble s'effacer pour finir en objet de controverse.

Mais la controverse masque l'essentiel. On en oublie ce qui affleure parmi les catholiques : une ambivalence entre l'hospitalité due à l'étranger et l'inquiétude face à son étrangeté. Ce tiraillement atteint son paroxysme chez les catholiques en insécurité culturelle, premier groupe parmi les pratiquants. Mais il n'est pas absent parmi les autres groupes. Il existe à des degrés divers. Il est nourri, pour une part d'entre eux, par la crainte de disparaître dans une société sécularisée et multiconfessionnelle, où il faut se réinventer une place. Il est renforcé, pour d'autres, par les incertitudes nées de la globalisation, qui entretiennent un sentiment grandissant d'impuissance publique et de déprise sur la marche du monde. Les fractures qu'on prête aux catholiques sont d'abord de l'ordre des divergences multiples.

On en oublierait également ce qui demeure : en dépit de tout, les catholiques s'engagent et continuent de donner. Ils sont également nombreux à accorder une importance primordiale à leur foi et à attacher de la valeur aux valeurs, même s'ils peinent parfois à les définir. Un récit collectif pourrait tout à fait capitaliser sur cet élan.

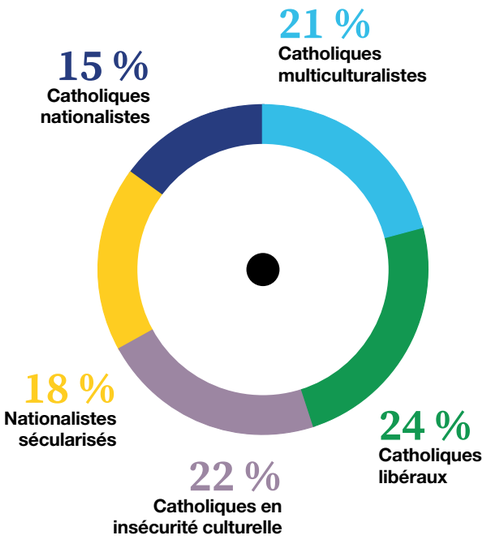
Offrir son hospitalité et inclure des personnes aux trajectoires différentes de la sienne, c'est manifester une confiance à toute épreuve à l'égard de ses valeurs et de sa foi. Ce n'est pas l'accueil qui est une marque de faiblesse : c'est le fait de croire que la culture catholique s'effacera dans l'interaction avec d'autres systèmes de valeurs qui en est une.

Bien entendu, interaction et intégration ne se génèrent pas spontanément. Elles nécessitent du travail. C'est ce qui est légitimement attendu des institutions et de ceux qui les dirigent.

En faisant la promotion de l'appel du Pape à aller vers toutes les périphéries – donc au-delà des seuls migrants –, le soutien à une intégration par le travail et un renforcement du dialogue avec les musulmans, l'Eglise pourrait apaiser les inquiétudes et forger un récit collectif dans lequel chacun peut légitimement trouver sa place.

Pour porter ses fruits, ce travail de retissage pourrait s'accompagner d'un ciblage de chaque groupe, en fonction de leurs perceptions, de leurs attitudes et de leur engagement. Tous ne seront pas réceptifs aux mêmes arguments. Tous ne seront pas susceptibles d'adopter un nouveau comportement. Les recommandations stratégiques qui suivent sont notamment issues des tests de messages qui ont été effectués pendant les groupes de discussion.

CONSOLIDER LA MAJORITÉ EN FAVEUR DE L'ACCUEIL EN ADAPTANT LES ARGUMENTAIRES À CHAQUE GROUPE.



1. Le travail de conviction doit d'abord être mené auprès des groupes les moins polarisés.
Ambassadeurs de l'accueil, les catholiques multiculturalistes n'ont pas besoin d'être convaincus. Parce qu'ils sont fortement réfractaires à l'accueil, les catholiques nationalistes seront peu enclins à adopter de nouvelles attitudes.

2. Chaque groupe doit être ciblé avec un objectif propre. Il ne s'agit pas d'attendre des nationalistes sécularisés qu'ils adoptent les attitudes et les perceptions des catholiques multiculturalistes : dans la mesure où la défiance domine dans leur attitude vis-à-vis des migrants, il s'agit davantage de susciter de l'ambivalence positive. Inversement, les catholiques libéraux ont besoin d'être confortés dans leur engagement et leurs interlocuteurs de s'assurer que leur soutien à l'hospitalité ne se traduise pas par une hostilité à l'égard de ceux qui sont rétifs à l'accueil.

3. Pour susciter un changement, il faut entrer partiellement en résonnance avec chaque groupe.
Un message est toujours davantage entendu lorsqu'il parle de ceux auxquels il s'adresse. Il doit donc, au moins partiellement, faire écho aux perceptions et aux attitudes propres à chaque groupe. Ainsi, pour être susceptible d'être entendu par les catholiques en insécurité culturelle, dédramatiser l'ambivalence aura un effet positif.

Les catholiques libéraux peuvent être considérés comme des « accomplis » : leurs perceptions et leurs attitudes sont globalement positives et bienveillantes envers les migrants. Elles se traduisent par un engagement personnel, nourri principalement par leur compassion et quelque peu par leurs convictions religieuses. Mais parce qu'ils s'inscrivent moins dans une démarche collective et qu'ils sont aussi un peu plus sensibles au « risque culturel », ils ne se font pas directement ambassadeurs. Ils sont en attente d'être confortés dans leurs choix. Ils aspirent à voir l'appel à l'hospitalité relayé, notamment via des voix charismatiques, reconnues dans leur univers et identifiées dans le monde catholique.
C'est auprès d'eux qu'une campagne de promotion de l'accueil, engagée par les associations, sera susceptible d'être entendue, notamment via les réseaux sociaux et les médias. Elle pourra passer par un appel à la mobilisation individuelle et par des propositions d'engagement à la carte, clé en main. Ils seraient sans doute plus sensibles que d'autres à des propositions de parrainage d'une famille ou d'un migrant. Dans la phase qualitative, ils ont été nombreux à faire part de leur sentiment d'impuissance : il importe donc que l'appel à la mobilisation montre que leur engagement fera la différence et puisse être également collectif. L'appel à l'engagement envers toutes les « périphéries » est également important : il s'agit de désamorcer leur hostilité envers ceux qui aujourd'hui se montrent les plus rétifs à l'accueil, notamment les nationalistes sécularisés qui peuvent être dans des situations difficiles.

Les catholiques en insécurité culturelle peuvent être considérés comme des « suiveurs troublés » : ils témoignent d'un niveau d'engagement relativement élevé, mais ils sont également traversés par un conflit de valeurs. Ce conflit ne se traduira pas par un désengagement, mais peut faire naître une tentation de repli. Cible essentielle pour qui promeut l'accueil dans le monde catholique, elle sera touchée davantage dans les paroisses, parce que ses membres sont en moyenne plus pratiquants que les autres groupes. Les aider à assumer leur ambivalence et la dédramatiser est un moyen d'entrer en résonnance avec eux. Favoriser les rencontres et les témoignages, de migrants et de catholiques aux profils similaires aux leurs mais ayant connu un changement d'attitude donnera du fruit.

Testé lors de la phase qualitative, le message suivant a permis à la fois d'entrer en résonnance et de susciter une disposition à l'hospitalité :

« On peut avoir peur des migrants et en même temps avoir la force d'aider ceux qui sont en détresse. On n'a pas besoin de renoncer à ce qu'on est pour être accueillant. Il faut juste que chacun fasse des efforts pour comprendre l'autre. Cela marche dans les deux sens, pour les musulmans comme pour les catholiques. »

« C'est sûr qu'on peut trouver des points communs entre nous. »
(FEMME, 50-64 ANS, CATHOLIQUE EN INSÉCURITÉ CULTURELLE)

Un espace de dialogue et d'échange entre la communauté paroissiale et la communauté musulmane voisine, via des projets communs, y compris l'accueil des migrants, pourrait contribuer à lever certains inhibiteurs. Enfin, c'est auprès d'eux qu'un travail d'apaisement de leur identité catholique semble nécessaire. Ils aspirent à être reconnus – et donc à oser se dire catholiques avec simplicité. Cet exercice pourrait nourrir leur hospitalité.

Les nationalistes sécularisés, très éloignés de la vie en Église, sont plus difficilement mobilisables via les paroisses, qu'ils ne fréquentent qu'à l'occasion des grandes fêtes. En majorité réfractaires, ils sont également peu susceptibles de changer d'attitude vis-à-vis des migrants. L'appel à protéger les réfugiés de la guerre ou les migrants de la misère n'a pas eu d'effet. Il est même contesté, ceux qui fuient la violence étant dépeints comme des « lâches », invités à retourner se battre pour leur pays. L'appel à la charité chrétienne et au devoir moral est lui aussi violemment rejeté : « charité bien ordonnée commence par soi-même ». L'appel à la solidarité des plus aisés et à la conscience de classe n'a pas non plus emporté la conviction. Testé en phase qualitative, le message suivant n'a suscité que l'appel au départ des migrants :

« Il faut vraiment ne pas avoir le choix pour quitter son pays. Avec les migrants nous partageons la même galère. Est-ce qu'on n'a pas intérêt à se serrer les coudes pour que les riches soient plus solidaires ?»

C'est via les réseaux associatifs et caritatifs catholiques qu'ils sont sans doute les plus accessibles. Ce groupe considère aujourd'hui que l'action des associations contribue à faire « rester les migrants » voire à créer un appel d'air. Il juge également que les nouveaux arrivants sont mieux accueillis que ne le sont les Français les plus fragiles. Rappeler et prouver que l'aide apportée est universelle peut sans doute susciter de la dissonance. D'un point de vue pastoral, insister sur l'appel du Pape à aller vers *toutes* les périphéries sera certainement plus entendu qu'une seule mobilisation en faveur des migrants.

Portrait des groupes.

Catholiques multiculturalistes
(21 %)

Plus jeunes et plus ouverts à la différence culturelle, ils expriment une bienveillance de principe, plus politique, envers les migrants. Ils partagent majoritairement l'idée qu'ils rendent notre pays plus ouvert aux nouvelles idées et aux nouvelles cultures et qu'il faut donc les laisser perpétuer leurs traditions. Ils jugent que les migrants font de vrais efforts pour s'intégrer et n'ont pas le sentiment que la France fait face à une arrivée massive et ingérable. Les multiculturalistes soutiennent massivement le Pape François et s'engagent plus volontiers en signant des pétitions ou sur le terrain qu'en versant des dons financiers. C'est également le groupe le plus sensible à la polarisation du débat public : 68 % d'entre eux sont d'accord avec la proposition selon laquelle « en France soit on est pour l'accueil des migrants soit on est contre : il n'y a pas de place pour la demi-mesure ».

Pour justifier leur propension à l'accueil, ils invoquent plus spontanément l'argument du devoir et de l'enrichissement culturel que l'argument économique. Ils sont très rétifs au concept d'immigration choisie. Leur vision de la mondialisation est d'ailleurs plutôt critique : un sur deux considèrent qu'elle a un impact très négatif sur l'économie de la France.

Dans ce groupe, les 18-35 ans sont surreprésentés et les étudiants plus nombreux. Leur niveau d'étude est plus élevé que la moyenne. Ils vivent davantage en région parisienne et dans le Nord-Ouest. Aux dernières élections présidentielles, ils ont été plus enclins à voter pour Emmanuel Macron (29 %) et Jean-Luc Mélenchon (16 %). Leur fréquence de pratique se situe dans la moyenne des catholiques.

Catholiques libéraux
(24 %)

Plus aisés, plus jeunes et plus urbains que la moyenne des catholiques, mieux informés, ils défendent une société et une économie ouverte, mais intellectualisent davantage leur engagement et le dépolitisent. Ils jugent aujourd'hui que la France va dans le bon sens et qu'elle n'a pas besoin de se protéger davantage du reste du monde : la mondialisation l'a enrichie. C'est le groupe le plus optimiste. Il est aussi ouvert parce qu'il voyage : il revendique un contact avec l'altérité.
Ses membres ont une perception de l'immigration plus positive que la moyenne. Ils valorisent l'effort d'intégration et soutiennent fortement la reconnaissance des compétences des migrants, car « ce sont des gens qui veulent travailler » : « il faut mettre en avant les parcours d'intégration réussis » (homme, 25-34 ans, non pratiquant). Ils sont sensibles au traitement réservé aux migrants. Certains déplorent le fait que « la France ne soit pas organisée pour cela. » (Femme, 50-64 ans, non pratiquante). Leur compassion s'est notamment exprimée par des dons financiers. Mais ils sont aussi conscients des limites de leurs engagement.

La question identitaire est pour eux secondaire : l'importance qu'ils attachent à leur foi est plus faible. Ils sont d'ailleurs un peu moins pratiquants que la moyenne des catholiques. Elle est cependant ancrée dans leur éducation : « Le terreau a été semé. On l'exploite ou on ne l'exploite pas » (femme, 35-49 ans, pratiquante). Ils citent volontiers des valeurs d'altruisme et de partage comme constitutives de la foi catholique. Ils n'expriment pas d'inquiétude majeure face à l'Islam. Leur attachement à la liberté religieuse est forte. Ils sont les moins enclins à penser que l'identité de la France est en train de disparaître. Pour autant, seul un sur trois plaident pour qu'on autorise les migrants à perpétuer leurs traditions.

Ce groupe se distingue par une surreprésentation de PCS+ et de professions intermédiaires. Diplômés du supérieur et 18-35 ans y sont également plus nombreux que la moyenne. Ils vivent davantage en région parisienne. Leurs revenus sont plus élevés. Ils ont plutôt voté pour Emmanuel Macron (34 %) et François Fillon (16 %) à l'élection présidentielle.

Catholiques en insécurité culturelle (22 %)

Plus féminin, un peu moins diplômé, plus pratiquant, ce groupe exprime de la compassion envers les migrants mais aussi une inquiétude vis-à-vis de l'Islam. Ses membres soutiennent des positions modérées sur le plan économique. Un peu moins optimistes sur l'avenir de la France que les catholiques libéraux, ils sont en demande de protection du reste du monde parce qu'ils s'inquiètent de la disparition de l'identité de la France.

C'est en effet dans ce groupe que la proportion de personnes souhaitant que le pays revendique ses racines chrétiennes est la plus élevée. Ils attribuent à la foi une place importante dans leur vie. Plus de huit sur dix se sentent former une communauté de valeurs avec les autres catholiques. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils se sentent différents des autres Français : c'est le cas de 14 % d'entre eux seulement. Ils ont en revanche le sentiment qu'ils ne peuvent prendre le risque de revendiquer leur foi : « par manque de culture, il y a des stéréotypes. "Catho" c'est péjoratif » ; « Si on dit qu'on est croyants, on passe pour des ringards » (femme, 50 à 64 ans, pratiquante).

L'Islam suscite auprès d'eux des réactions contradictoires : près de neuf sur dix jugent que son influence est de plus en plus forte en France, et près de la moitié d'entre eux pensent que c'est un problème que la majorité des migrants arrivant en France soient musulmans. « On n'a pas une image positive de l'Islam, ça peut faire peur » (Homme, 50 à 64 ans, pratiquant). Mais un sur deux ont le sentiment que la majorité des musulmans ont des valeurs similaires aux leurs. Ils citent l'aide aux plus pauvres, l'importance des rites et de la prière comme points communs.

Pour qualifier la question des migrants, ils sont volontiers enclins à parler de « *complexité* » : à la fois sensibles à la nécessité d'offrir un accueil, à ceux qui fuient la misère et la guerre, et en même temps inquiets de l'effet de masse. Ils lisent ce dilemme à la lumière de leur foi : « Il y a une responsabilité à accueillir en chrétien » (homme, 50-64 ans, pratiquant) ; « la question c'est : est-ce qu'on peut appliquer la fraternité avec tout le monde » (femme, 50-64 ans, pratiquante). C'est le groupe qui exprime le plus d'empathie avec les Chrétiens d'Orient, qu'ils invoquent d'ailleurs pour expliquer leur don. « Avec les Chrétiens d'Orient, il y a un point commun. Avec les musulmans, il y a une distance qu'on n'arrive pas nécessairement à franchir » (femme, 50-64 ans, pratiquante). L'appel du Pape François recueille l'adhésion de 63 % d'entre eux, mais une partie exprime un désaccord, lui reprochant d'une certaine façon de mettre la barre trop haut. En dépit de leurs doutes, ils s'engagent dans leur paroisse et ont contribué à l'accueil de migrants.

Dans ce groupe, qui compte 60 % de femmes, les 50-75 ans sont surreprésentés. On y compte un peu plus de personnes non-diplômées. Ils sont moins nombreux dans le Nord-Ouest. Aux élections présidentielles, ils ont été davantage enclins à voter pour François Fillon (21 %). 32 % d'entre eux se déclarent pratiquants. 16 % vont à la messe une fois par semaine.

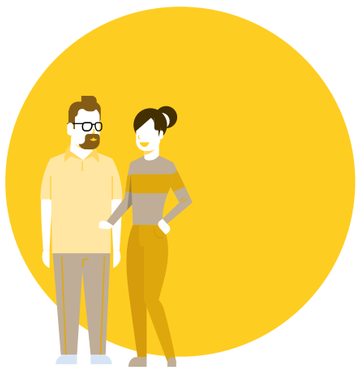
Nationalistes sécularisés (18 %)

Très éloignés de la pratique religieuse, ils expliquent leur hostilité aux migrants par des préoccupations économiques et sociales. Ils ont un regard très pessimiste sur la situation de la France : 54 % pensent que la situation s'est dégradée depuis un an. C'est le groupe le plus négatif sur l'impact de la mondialisation sur l'économie de la France. Ils sont donc 60 % à demander qu'elle se protège davantage du reste du monde.

Les nationalistes sécularisés s'estiment trahis par l'État, qui ferait des migrants sa priorité au détriment des gens comme eux, en particulier pour l'accès au logement, aux aides sociales et au marché du travail. Ils sont assez partagés sur les efforts fournis par les migrants pour s'intégrer. Ce segment est celui qui juge le moins positivement l'impact de l'immigration, mais aussi celui qui a le plus recours à l'item « ni positif, ni négatif ». Il s'agit surtout d'une défiance envers un système qui met en concurrence leur situation et celle des nouveaux arrivants. Les personnes migrantes sont volontiers décrites comme des profiteurs : « *Demander, quémander : pour les migrants, pas de honte, c'est un dû. Ils connaissent mieux leurs droits que nous* » (homme, 50-64 ans, non pratiquant).

Ce sentiment de mise en concurrence se métabolise en une impression de solitude face à l'adversité. Ils n'éprouvent pas de solidarité de valeurs avec les autres catholiques. Ils sont également une minorité à penser que la plupart des musulmans ont des valeurs similaires aux leurs. Leur rapport à leur identité religieuse est faible à tous les niveaux : dans leur foi ou dans l'identification entre pairs. Le rapport à la foi constitue seulement un arrière-plan de leur existence, lié au passé, à l'éducation, à l'imaginaire collectif (« *Chez ma grand-mère, on faisait la petite prière à Marie. J'en ai gardé de bons souvenirs* » femme, 35-49 ans, non pratiquante). Certains le décrivent d'ailleurs comme un manque, par opposition aux musulmans qu'ils s'imaginent volontiers plus solidaires entre eux et mieux organisés (« *on s'aiderait sans doute si on était dans un pays étranger, c'est normal* » femme, 35-49 ans, non pratiquante). L'identité revendiquée est plutôt l'identité nationale.

La confession des nouveaux arrivants ne justifie pas directement leur hostilité à l'égard de l'immigration. Ils ne sont que 34 % à penser que l'Islam est incompatible avec la société française.

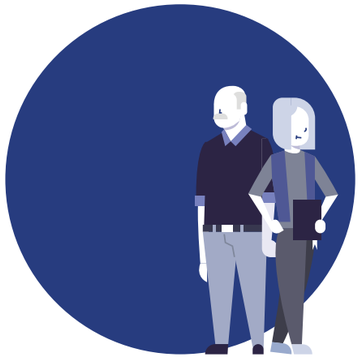


Cela ne veut pas dire pour autant qu'ils soient favorables à une visibilité du culte dans leur voisinage : seule une infime minorité ne verrait pas d'inconvénient à ce qu'une mosquée soit construite à proximité de chez eux.

Dans ce groupe, les 35-49 ans sont surreprésentés par rapport à la population catholique globale. Ils sont moins diplômés que la moyenne. 21 % d'entre eux déclarent avoir voté pour Marine le Pen, 18 % pour Emmanuel Macron.

61 % ne se rendent dans une église qu'à l'occasion des grandes cérémonies.

Catholiques nationalistes (15 %)



Plus âgés et plus pratiquants que la moyenne, ils considèrent que la mondialisation et l'immigration sont une menace pour l'identité chrétienne de la France. C'est le groupe le plus convaincu que la situation de la France s'est dégradée depuis un an. Il est aussi le plus demandeur de protection vis-à-vis du reste du monde : ils sont huit sur dix à penser que l'identité de la France est en train de disparaître.

À leurs yeux, la France est envahie de migrants : les flux auraient très fortement augmenté ces cinq dernières années, et leur impact serait extrêmement négatif, au plan économique comme au plan culturel. Ils décrivent les migrants comme une masse indistincte : *« on ne sait pas d'où ils viennent », « c'est un fatras »* (homme, 50-64 ans, retraité, pratiquant).

Ce sont donc les plus nombreux à soutenir une fermeture totale des frontières. Ils ne partagent pas l'idée que les migrants exercent des métiers que les Français ne veulent pas exercer, une opinion pourtant majoritaire même chez les catholiques sécularisés. Ils refusent tout autant qu'on reconnaisse mieux les compétences et les diplômes des nouveaux arrivants.

Face à des migrants qu'ils identifient comme une menace – il est donc hors de question de les laisser vivre selon leurs traditions – ils attendent de la France qu'elle revendique ses racines chrétiennes, *« l'ADN culturel de la France »* (femme, 65 ans et +, retraitée, pratiquante). Leur identité catholique est plus différenciante que celle des autres groupes : ils se sentent davantage différents des autres Français parce qu'ils sont catholiques. Leur forte hostilité à l'Islam découle ainsi de cette conviction qu'ils sont en train de devenir une minorité. *« Il y a un mépris pour la religion d'origine »* (femme, 65 ans et +, retraitée, pratiquante).

Dans ces conditions, une forte majorité marque son désaccord avec l'appel du Pape François, dont il est dit *« qu'il est dans son rôle »* qu'il s'agit *« d'un idéal » et « qu'il ne peut pas dire autre chose »* (homme, 50-64 ans, retraité, pratiquant).

Les retraités constituent la moitié de ce groupe et les 75 ans et plus y sont surreprésentés. Le revenu moyen est plus faible. Ses membres vivent davantage en zone rurale. Ils sont un peu plus nombreux que la moyenne à avoir un niveau d'éducation équivalent au CAP et au BEP. Aux élections présidentielles, ils ont plutôt voté pour Marine Le Pen (26 %) ou François Fillon (17 %). 34 % se déclarent pratiquants – c'est dix points de plus que la moyenne – et 11 % vont à la messe tous les dimanches.

Table des matières.

À retenir. 02

Avant-propos. 03

Introduction. 04
L'identité, un refuge périlleux 04
La polarisation masque l'ambivalence 05
Les catholiques de France, une population spécifique ? 06
Méthodologie 07

Vue d'ensemble. 08
Synthèse 08
Présentation des groupes 12
Comment se répartissent les catholiques 14
Focus 1: un effet de pratique 15
Focus 2 : un effet de génération 16

Une opinion catholique fracturée par la question migratoire ? 04
Les catholiques, des Français comme les autres ? 21

Vue de détail, l'ambivalence domine. 24
Sur les efforts des migrants pour s'intégrer : polarisation ou ambivalence ? 24
Sur les aides sociales : une polarisation forte, qui masque des attentes différentes ? 27
Focus : l'action des associations, objet de clivage 30
La question culturelle : polarisation aux extrêmes, (dé)gradation au centre 31
L'appel du Pape est reçu de façon contrastée 33
La polarisation : une préoccupation des groupes les plus polarisés 36

Des attitudes ancrées dans des visions du monde divergentes. 38
Les catholiques et le monde : un pessimisme français 38
Les catholiques et l'Islam : de la proximité à l'hostilité, en passant par l'inquiétude 40
Les catholiques et eux-mêmes : une identité tourmentée 44

Une majorité à consolider. 52
Il y a une majorité pour refuser la fermeture totale des frontières 53
Il y a une majorité pour promouvoir l'intégration par le travail 54
Focus : l'immigration choisie 56
Il y a un très haut niveau d'engagement 57
Il y a aussi une majorité pour le pessimisme 60

Conclusion et recommandations. 62
Consolider la majorité en faveur de l'accueil en adaptant les argumentaires à chaque groupe 63

Portrait des groupes. 66
Catholiques multiculturalistes (21 %) 66
Catholiques libéraux (24 %) 67
Catholiques en insécurité culturelle (22 %) 68
Nationalistes sécularisés (18 %) 69
Catholiques nationalistes (15 %) 70

Rapport de More in Common au

_ Secours Catholique - Caritas France

_ CCFD - Terre Solidaire

_ Service national de la Pastorale des Migrants
et des Personnes Itinérantes - Conférence des Évêques de France

_ JRS France - Service Jésuite des Réfugiés

Enquête réalisée par l'IFOP